

CCTP – Lot GROS-OEUVRE

Résidence LE MARCHE

REPRISE DE 2 LINTEAUX PAR 2 PORTIQUES OU 4 CONSOLES RESIDENCE MARC

26-36/50-60 Place du Marché 77 190 DAMMARIE-LES-LYS



groupe **Arcade-vyv**

MAITRE D'OUVRAGE	Antin résidences 59, Rue de Provence 75 439 Paris cedex 09
MAITRE D'OEUVRE	ACORUS Ingénierie 46, Rue des Vieilles Vignes 77183 CROISSY-BEAUBOURG
BET Fluides	ACORUS Ingénierie 46, Rue des Vieilles Vignes 77183 CROISSY-BEAUBOURG
Phase	DCE
Date	06 Juin 2023
Version	Ind. 01
Auteur	FX Martinot-Lagarde 06 58 68 85 47



46, Rue des Vieilles Vignes

77183 CROISSY BEAUBOURG

Tél : 01 60 06 46 24 - Fax : 01 60 06 46 09

info@groupe-acorus.fr

www.groupe-acorus.fr

SOMMAIRE

1	GENERALITES.....	4
1.1	PRESENTATION DU PROJET	4
1.2	PRESENTATION DU SITE.....	4
1.2.1	<i>Présentation de l'ensemble immobilier.....</i>	<i>4</i>
1.3	LE PROGRAMME PROPOSE.....	6
1.4	LES CONTRAINTES ET POINTS IMPORTANTS.....	6
1.5	REMARQUES PRELIMINAIRES.....	6
1.6	LES INTERVENANTS	6
2	REDACTION DES CLAUSES COMMUNES	8
2.1	ENVIRONNEMENT GENERAL DU CHANTIER	8
2.1.1	<i>Documents joints au DCE</i>	<i>8</i>
2.1.1.1	Ordre de préséance des pièces.....	8
2.1.2	<i>Décomposition des travaux en lots</i>	<i>9</i>
2.1.3	<i>Contenu du prix du marché.....</i>	<i>9</i>
2.1.4	<i>Obligation de la Maîtrise d'Ouvrage.....</i>	<i>11</i>
2.1.5	<i>Contraintes spécifiques à l'opération.....</i>	<i>12</i>
2.1.5.1	Installations de chantier	12
2.1.5.2	Voie échelle & Accès pompier	12
2.1.5.3	Protection des existants	12
2.1.5.4	Contraintes administratives.....	12
2.1.5.5	Nettoyage des sites.....	13
2.1.5.6	Recommandation entreprise	13
2.1.5.7	Nuisances sonores	13
2.1.5.8	Compréhension du CCTP	13
2.1.5.9	Évolutions possibles du CCTP.....	13
2.1.5.10	Plan de formation des salariés.....	13
2.1.5.11	Élaboration du planning.....	13
2.1.5.12	Intempéries.....	13
2.1.5.13	Gardiennage :	13
2.1.6	<i>Plans de recollement.....</i>	<i>13</i>
2.1.7	<i>Dépense d'intérêt commun ou compte prorata</i>	<i>14</i>
2.1.7.1	Imputation	14
2.1.7.2	Gestion et règlement du compte inter-entreprises	14
2.1.8	<i>Réglementation générale applicable</i>	<i>14</i>
2.1.8.1	Réglementation et exigences fondamentales.....	14
2.1.8.2	La sécurité incendie	14
2.1.8.3	L'accessibilité	15
2.1.8.4	La prévention des risques naturels et technologiques	15
2.1.8.5	La protection contre le bruit.....	15
2.1.8.6	Obligations de résultat	15
2.1.8.7	La performance énergétique et la réglementation thermique.....	16
2.1.8.8	L'écoconstruction et la qualité environnementale du bâtiment	16
2.1.9	<i>Sécurité et santé des ouvriers</i>	<i>16</i>
2.1.9.1	Responsabilité de l'entrepreneur	17
2.1.9.2	Danger grave et imminent.....	17
2.2	SPECIFICATIONS COMMUNES	18
2.2.1	<i>Prestations à la charge des entreprises</i>	<i>18</i>
2.2.2	<i>Connaissance des lieux et reconnaissance de l'existant</i>	<i>18</i>
2.2.3	<i>Protection des ouvrages existants</i>	<i>19</i>
2.2.4	<i>Plans et dimensions des existants.....</i>	<i>20</i>
2.2.5	<i>Travaux de dépose et de démolition</i>	<i>20</i>
2.2.6	<i>Matériaux et matériels de récupération</i>	<i>20</i>
2.2.7	<i>Stockage de matériaux dans l'existant</i>	<i>20</i>
2.2.8	<i>Démarches, autorisations administratives et constat d'huissier</i>	<i>21</i>

2.2.9	<i>Liaisons entre les corps d'état</i>	21
2.2.10	<i>Assurances et garanties</i>	21
2.2.11	<i>Règles d'exécutions générales</i>	22
2.2.11.1	Normes harmonisées.....	24
2.2.11.2	Règles de calcul « Eurocodes ».....	24
2.2.11.3	Les Eurocodes sont élaborés en deux temps :.....	24
2.2.12	<i>Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux</i>	25
2.2.13	<i>Réservations, percements et rebouchages</i>	25
2.2.13.1	Raccords :.....	25
2.2.13.2	Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé.....	25
2.2.14	<i>Nettoyage de chantier</i>	26
2.2.15	<i>Remise en état des lieux</i>	26
2.2.16	<i>Planning d'exécution des travaux</i>	27
2.2.16.1	Le délai de réalisation du présent marché.....	27
2.2.16.2	Retard imputable à l'entrepreneur.....	27
2.2.16.3	Le calendrier détaillé d'exécution.....	27
2.2.17	<i>Réception et contrôle de la conformité</i>	27
2.2.17.1	Essais de bon fonctionnement.....	27
2.2.17.2	Garanties et contrôles :.....	29

3 REDACTION DES DISPOSITIONS GENERALES30

3.1	ETENDUE DES TRAVAUX.....	30
3.1.1	<i>Consistance des travaux</i>	30
3.1.2	<i>Prestation à la charge du présent lot</i>	30
3.1.3	<i>Responsabilité et obligation de l'entrepreneur</i>	30
3.1.4	<i>Prix du marché</i>	32
3.1.5	<i>Pièces à fournir par l'entrepreneur avec son offre</i>	33
3.1.5.1	Avant et en cours de travaux.....	33
3.1.5.2	En fin de travaux.....	34
3.1.6	<i>Coordination des travaux</i>	34
3.2	SPECIFICATION ET PRESCRIPTIONS GENERALES.....	34
3.2.1	<i>Relevé topographique du terrain</i>	34
3.2.2	<i>Sondage et études de sols</i>	34
3.2.3	<i>Contrôle et réception des matériaux et matériels sur chantier</i>	35
3.2.4	<i>Interaction avec les autres lots</i>	35
3.2.5	<i>Stockage des matériaux</i>	35
3.3	PRESCRIPTION CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE.....	35
3.3.1	<i>Documents techniques contractuels</i>	35
3.4	PRESCRIPTION CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX.....	38
3.4.1	<i>Produits de marque</i>	38
3.4.2	<i>Echantillons et éléments modèles</i>	39
3.4.3	<i>Marquage C.E.</i>	39
3.4.3.1	Directives européennes.....	39
3.4.3.2	Règlement Produit de Construction (RPC).....	39
3.4.3.3	Marquage CE.....	39
3.4.3.4	Remarques :.....	40
3.4.3.5	Attestation de conformité.....	40
3.4.4	<i>Produits et procédés innovants</i>	40
3.4.4.1	Appréciation technique d'expérimentation (ATEX).....	40
3.4.4.2	Evaluation technique européenne (ETE).....	40
3.4.4.3	Le pass'Innovation.....	41
3.4.4.4	L'évaluation technique préalable de matériau (ETPM).....	41
3.4.5	<i>Certification et classement de produits</i>	41
3.4.5.1	Matériaux et produits hors normes d'application des DTU/CCTG.....	41
3.4.6	<i>Prescriptions environnementales</i>	41
3.4.7	<i>Certification économie d'énergie C.E.E.</i>	42
3.5	CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES A PRENDRE EN CONSIDERATION.....	42

4	REDACTION DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES	42
4.1	NOTE PARTICULIERE	42
4.1.1	<i>Assistance du fabricant.....</i>	42
4.1.2	<i>Spécifications sur les produits</i>	42
4.1.3	<i>Réception des supports</i>	42
4.1.4	<i>Essais et contrôles</i>	42
4.1.5	<i>Garanties.....</i>	43
4.2	NOTE RELATIVE AUX TRAVAUX DE GROS-ŒUVRE	43
4.2.1	<i>Protections diverses des existants.....</i>	43
4.2.2	<i>Visite avant et après les travaux.....</i>	43
4.2.3	<i>Mise en œuvre des matériaux.....</i>	43
5	LOT GROS-ŒUVRE - DESCRIPTIF DES TRAVAUX	43
5.1	INSTALLATION DE CHANTIER ET TRAVAUX PREPARATOIRES	43
5.1.1	<i>Amené et repli du matériel</i>	43
5.1.2	<i>Signalisation de chantier, sécurisation des accès</i>	44
5.1.3	<i>Local et aire de stockage et de dépôt de matériaux</i>	44
5.1.4	<i>Etudes techniques</i>	45
5.1.4.1	<i>Dans le cas de portiques béton.....</i>	45
5.1.4.2	<i>Dans le cas de portiques métalliques</i>	45
5.1.4.3	<i>Dans le cas de consoles métalliques</i>	45
5.1.5	<i>Constat d'huissier.....</i>	45
5.2	CONSOLIDATION DES NEZ DE DALLE AU NIVEAU DES ENTREES DE GARAGE	45
5.2.1	<i>Mise en œuvre de deux portiques en béton supports des extrémités de dalle</i>	45
5.2.2	<i>Mise en œuvre de deux portiques en acier supports des extrémités de dalle.....</i>	46
5.2.3	<i>Mise en œuvre de quatre consoles en acier supports des extrémités de dalle</i>	46
5.2.4	<i>Protection contre le feu des ouvrages.....</i>	46
6	ANNEXE (SCHEMA DU RELEVÉ).....	50

1 GENERALITES

1.1 Présentation du projet

Nous sommes devant un mouvement des deux bâtiments en L constitutifs de la résidence LE MARCHÉ située aux 26-36/50-60 Place du Marché 77 190 DAMMARIÉ-LES-LYS. Ils se sont affaissés légèrement et ont entraîné chacun la dalle sur laquelle ils sont construits. Ces deux dalles se prolongent entre les bâtiments et dans le U qu'ils forment pour couvrir un parking qui se rejoint au milieu, le long du joint de dilatation entre les deux dalles. Dans cette partie médiane sans bâtiment au-dessus les efforts sont moindres et les affaissements aussi. Cela soulève donc la liaison entre les deux dalles et écarte le joint de dilatation. Au milieu du joint de dilatation, au niveau des deux linteaux de parking les deux dalles doivent être soutenues pour supporter l'éventuelle intervention de véhicules poids lourds de type pompier.

Il est prévu un programme de travaux pour :

- Lot Gros-Cœuvre : la création de deux portiques ou quatre consoles de maintien des extrémités de dalles.

1.2 Présentation du site

1.2.1 Présentation de l'ensemble immobilier



La résidence du Marché est un ensemble immobilier constitué de 2 bâtiments d'habitation en L et d'un sous-sol de parking et garages sur 1 niveau.

La résidence est située aux 26-36/50-60 Place du Marché 77 190 DAMMARIÉ-LES-LYS.

Données générales	
Année de livraison	1985
Nombre de bâtiments	2 bâtiments sur chacun une dalle plafond d'un même sous-sol parking commun

Typologie des logements.

Type	T1	T2	T3	T4	T5	Total
	2	15	31	24	14	61
Pavillons	0					25

Parking aérien : aucun les véhicules se placent sur les dalles au-dessus du parking couvert. La zone entre les deux bâtiments est une promenade piétonne avec massifs végétalisés.

Parking Sous-Sol couvert : 40 places de garage fermées par une porte basculante.



La liaison des deux dalles béton supportant les immeubles et faisant plafond haut du parking commun est matérialisé par le trait mixte rouge sur la photo en plan ci-dessus et sur le plan de sécurité incendie ci-dessous. Les deux portiques ou les 4 consoles sont matérialisés en bleu ci-dessous :



1.3 Le programme proposé

Le programme de travaux a pour but de soutenir les nez de dalles en leur milieu le long du joint entre les deux dalles constitutives du plafond haut du parking sous-terrain de la résidence.

Le programme a pour objet :

- Lot Gos-Oeuvre : la création de deux portiques ou 4 consoles de maintien des extrémités de dalles.

1.4 Les contraintes et points importants

Les travaux seront réalisés en site occupé en dessous des deux dalles de béton armé constituant le plafond du parking en sous-sol et le support du passage en Rez-de-Chaussée.

La participation aux réunions de démarrage et de suivi de chantier avant et pendant les travaux est indispensable.

IMPORTANT :

La pose des portiques ou des consoles se fera en site occupé donc il faudra **laisser l'accès aux parkings** lors de l'intervention en délimitant bien les zones de travail par des barrières de protection.

1.5 Remarques préliminaires

Les deux linteaux des portes de garages et le positionnement de ceux-ci dans la configuration des deux dalles de plafond du parking souterrain nous semblent inadaptés. Dans un cas comme celui-ci le calepinage des garages aurait dû permettre de réaliser un joint de dilatation jusqu'aux fondations. Ainsi ne pas avoir ce joint au milieu des deux garages mais entre les garages avec double voile et joint entre deux.

La construction est ainsi faite et nous ne pouvons pas y remédier sauf à condamner ces deux garages en réalisant 4 demi-garages avec doubles voiles au milieu de chacun ce qui ne semble pas souhaitable. Nous proposons donc un rattrapage qui restera tributaire des mouvements des deux bâtiments et de leurs dalles supports.

Par-dessus il faut refaire l'étanchéité de manière compatible avec le joint de dilatation reconstitué par-dessus de telle manière d'arrêter toute infiltration.

Depuis 1985 nous estimons que les bâtiments sont stabilisés, il est souhaitable de maintenir les extrémités de dalles par des portiques ou des consoles pour soutenir le porte-à-faux des deux dalles au niveau des deux garages. Trois options se présentent :

- 1) L'ajout de deux portiques en béton devant les garages, bien fondés en sous œuvre et non solidaire des linteaux actuels permettront de réaliser le soutien voulu. Les portiques doivent être réalisés en béton sans rétreint devant les tableaux et les linteaux des portes de garage avec, lors du coulage, un resserrement du coffrage vers le haut pour obtenir un bon appui sous les dalles. Ils permettront de suivre l'évolution des dalles si elles continuent de basculer.
Attention pour que les portiques en béton soient efficaces dans le soulagement des extrémités de dalles, il faut que les appuis de ces portiques soient les fondations existantes des poteaux d'extrémités des murs mitoyens si elles sont assez larges, ou alors il faut reconstituer des fondations à ces portiques et descendre au même niveau que les fondations des poteaux d'extrémité des murs mitoyens des garages sur une surface suffisante pour un appui correct sur le sol.
- 2) L'ajout de deux portiques métalliques fixés en pieds sur les voiles et non solidaire des linteaux actuels permettront de réaliser le soutien voulu. Ils permettront aussi de suivre l'évolution des dalles si elles continuent de basculer.
- 3) Ou alors solidaires des linteaux, l'ajout de 4 consoles métalliques en moises depuis les garages adjacents feront l'office de maintien de l'extrémité des dalles. Dans cette solution ces consoles suivront les mouvements des dalles si celles-ci continuent de basculer.

Attention pour que les portiques en béton soient efficaces dans le soulagement des extrémités de dalles, il faut que les appuis de ces portiques soient les fondations existantes des poteaux d'extrémités des murs mitoyens si elles sont assez larges, ou alors il faut reconstituer des fondations à ces portiques et descendre au même niveau que les fondations des poteaux d'extrémité des murs mitoyens des garages sur une surface suffisante pour un appui correct sur le sol.

1.6 Les intervenants

Maître d'ouvrage :

ANTIN résidence 59, Rue de Provence 75 439 Paris cedex 09

Responsables Techniques Territoriaux :

M. Julien EGALON Direction Territoriale Est IDF
33, rue Defrance 94307 VINCENNES Cedex

01 53 66 97 31 - 06 71 90 93 32

Responsable de Secteur :

Madame Sandrine DOUET – 06 70.54.77.91

Gardiennage :

Madame Odile COUBRONNE – 06 85 52 96 65

Maîtrise d'œuvre :

ACORUS Ingénierie – FX Martinot-Lagarde - 06 58 68 85 47
46, Rue des Vieilles Vignes - 77183 CROISSY-BEAUBOURG

Bureau de contrôle :

Non désigné à ce jour.

Coordinateur SPS :

Non désigné à ce jour.

2 REDACTION DES CLAUSES COMMUNES

2.1 Environnement général du chantier

2.1.1 Documents joints au DCE

Les pièces constituant le marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées ci-après :

- L'Acte d'Engagement ou la lettre d'engagement ou la soumission acceptée et ses annexes éventuelles,
- Les plans et pièces graphiques diverses,
- Le cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) et ses annexes, de ce lot.

Et devront figurer au AE-CCAP les clauses administratives qui découlent des sujétions de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG),
- Diagnostics amiante + DIAG amiante dans les enrobés,
- D.P.G.F., décomposition du prix global et forfaitaire.

Cette décomposition n'est contractuelle qu'en ce qui concerne les prix unitaires qui servent de référence pour le règlement des travaux modificatifs éventuels.

Pièces non jointes au marché

- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix,
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- Fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics,
- Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS -DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,
- Les cahiers des clauses techniques DTU et Règles de calcul DTU parus depuis la dernière mise à jour du CCTG.

NOTA :

Les documents généraux précédemment visés sont réputés connus des parties et ne sont pas jointes matériellement aux pièces du marché.

Modifications à apporter en cas de changement

Dans le cas de changements dans la nature des ouvrages, chacune des parties, en ce qui la concerne, devra faire connaître, en temps utile, les modifications à apporter, en particulier aux documents suivants :

- Documents donnant la description des ouvrages par écrit,
- Documents donnant la description graphique des ouvrages par des plans et dessins,
- Calendrier d'exécution,
- Et, le cas échéant, au montant des travaux.

2.1.1.1 Ordre de préséance des pièces

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP et les clauses et prescriptions des DTU, des normes et de tout autre document contractuel à l'exclusion des C.C.S., ce sont les prescriptions des documents contractuels qui prévaudront.

Pour les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions, ainsi que pour les articles "consistance des travaux" qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ou mettre à la charge du Maître d'Ouvrage des dépenses comprises dans le prix global forfaitaire, ce sont les clauses des documents particuliers du marché (CCTP) qui prévaudront.

En cas divergence sur la nature et le volume d'une prestation explicitée, ce sont toujours les documents graphiques (Plans) qui prévalent sur les documents écrits (CCTP).

Si des travaux à réaliser sont indiqués sur les plans et pièces graphiques sans être spécifiquement indiqués au présent CCTP, alors l'entreprise devra les mettre en œuvre sans pouvoir prétendre à une quelconque plus-value au titre de son marché.

2.1.2 Décomposition des travaux en lots

Les travaux sont décomposés en corps d'état listés ci-dessous et définis par les documents dont la liste figure dans le dossier de consultation des entreprises.

L'ensemble des travaux de la présente opération a 2 lots, à savoir :

- Lot n°01 : ETANCHEITE
- Lot n°02 : GROS-OEUVRE.

2.1.3 Contenu du prix du marché

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli, en fin de chantier, de toutes les installations de chantier,
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché,
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception,
- La fourniture et la pose d'un panneau de chantier (suivant modèle du M.O.A.) y compris système d'ancrage au sol,
- La protection de tous les ouvrages jusqu'à leur réception,
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot,
- L'établissement des plans de réservations et des plans de chantier,
- L'établissement de tous les plans d'exécution et des notes de calculs,
- Tous les échafaudages, agrès, engins et dispositifs de levage nécessaires à la réalisation des présents travaux,
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords et calfeutrements dans les conditions précisées aux documents contractuels,
- La fixation des ouvrages réalisés par tous les moyens,
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications et autres, de tous les ouvrages en fin de travaux et après réception,
- La mise à jour, ou l'établissement, de tous les plans "comme construit" pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux,
- Les nettoyages du chantier, en cours, et en fin de travaux,
- Le ramassage et la sortie des déchets et emballages au fur et à mesure de l'avancement du chantier,
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata ou interentreprises, le cas échéant,
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur,
- La remise, au maître d'ouvrage lors de la réception, des notices d'entretien et de fonctionnement,
- Et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation complète et parfaite du chantier.

L'entreprise aura à charge de communiquer avec les locataires avant toutes interventions (2 semaines avant début des travaux) et devra permettre, en permanence, un accès aux locataires pour rentrer chez eux pendant toute la durée du chantier et d'accéder aux parkings en sous-sol.

Il est prévu que le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire, à prix ferme, ni révisable, ni actualisable.

Il s'agit donc d'un marché où le travail demandé à l'entrepreneur est complètement défini, et où les prix correspondants sont fixés en bloc et à l'avance.

L'insertion éventuelle de clauses de variation de prix ne fait pas perdre à ce type de marché son caractère forfaitaire.

L'entreprise ne pourra donc prétendre à une réévaluation de son marché, si certaines prestations demandées, non clairement indiquées au présent C.C.T.P., et encore moins au D.P.G.F. qui n'a aucune valeur contractuelle, sont incontestablement renseignées sur les plans du présent D.C.E.

Le bordereau quantitatif qui est joint au dossier d'appel d'offres servira simplement de guide à la remise de prix des entrepreneurs.

Ce bordereau quantitatif énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction et spécifie la quantité nécessaire de chacune d'elles.

Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global forfaitaire porté sur cette dernière.

Le sous détail de prix du cadre de décomposition global et forfaitaire n'est établi que pour faciliter l'analyse des offres, et n'a aucune valeur contractuelle.

L'entrepreneur est donc tenu de vérifier, voire de modifier si nécessaire ces quantités avant la remise de prix, et tout recours à posteriori contre la maîtrise d'œuvre étant exclu.

Les quantités sont établies par l'entreprise sous sa responsabilité.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre, avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages, et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité, en outre il doit contrôler toutes les indications du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins du CCTP.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché.

Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.

Le CCTP de ce lot définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré.

La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire, l'entrepreneur devra à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

Avant toute exécution de ses travaux, l'entreprise adjudicataire du présent lot devra, en collaboration avec les services concernés et compétents, le repérage par traçage au sol de différentes couleurs, de tous les réseaux visibles ou repérables.

Après repérage, l'entreprise devra s'assurer que les modifications ou déplacements des réseaux sont compatible avec le projet et en référer au maître d'œuvre.

Elle devra protéger et signaler les éléments existants conservés, et réaliser les raccordements provisoires pendant la durée du chantier.

Ces repérages et protections concernent :

- Réseaux et branchements d'eau potable,
- Réseaux et branchements EDF,
- Réseaux et branchements GAZ,
- Réseaux et branchements Téléphone,
- Réseaux égouts et eaux pluviales,
- Réseaux égouts et eaux usées.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la présence des réseaux enterrés et de leurs ouvrages de surface.

Pour toute information spécifique sur l'un d'eux, l'entrepreneur s'adressera au concessionnaire assurant son exploitation.

Avant tous travaux de décaissement, l'entrepreneur sera tenu d'informer chaque concessionnaire de son intervention.

Trois semaines au moins avant la date prévue pour le début des travaux, l'entrepreneur devra faire parvenir au représentant de chaque réseau, la Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (D.I.C.T.).

Il déterminera ainsi contradictoirement avec son représentant en plan et en altitude, la position exacte des ouvrages existants.

Les canalisations et les câbles situés au droit ou au voisinage des travaux feront l'objet d'un piquetage spécial à la charge de L'entrepreneur.

Dans les 15 jours minimum qui précèdent le démarrage du chantier, l'entrepreneur informera les concessionnaires des réseaux de la nature des travaux.

Il pourra ainsi obtenir les autorisations nécessaires et les directives à observer en matière de protection et de sécurité.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux canalisations et conduites de toute sorte rencontrée pendant l'exécution des travaux.

En cas de détérioration sur l'un des réseaux, l'entrepreneur supportera entièrement les frais de rétablissement et de dommages qui pourraient en résulter.

Pour l'exécution des travaux à proximité de lignes électriques éclairage public et B.T., ainsi que GAZ, L'entrepreneur devra se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur.

Les terrassements effectués au moyen d'engins mécaniques seront stoppés avant la profondeur supposée de l'ouvrage et terminés manuellement.

Pendant la durée du chantier, les concessionnaires des réseaux divers pourront intervenir simultanément sur leurs ouvrages respectifs pour apporter les modifications qu'ils jugeront nécessaires.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter des réclamations de quelque nature que ce soit du fait de la présence de réseaux rencontrés longitudinalement ou transversalement lors de l'exécution des travaux.

La protection et le respect des ouvrages existants devront être efficaces et ce pendant toute la durée du chantier.

En conséquence, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires et les inclure dans son prix.

Avant le démarrage des travaux, l'entrepreneur devra s'enquérir des plans de récolement des différents réseaux existants auprès des services concernés ou de la municipalité de Villeneuve sur Lot.

Les déclarations d'intention de travaux devront être effectuées, et toutes les mesures nécessaires afin de sauvegarder les canalisations, ouvrages, végétaux ou installations de tout ordre, devront être prises en accord avec la municipalité.

2.1.4 Obligation de la Maîtrise d'Ouvrage

Le décret DT-DICT fixe les règles de déclaration préalable aux travaux, applicables au maître d'ouvrage (déclaration de projet de travaux) et à l'exécutant des travaux (déclaration d'intention de commencement de travaux).

Il définit les règles de préparation des projets de travaux, dans le but de fournir aux exécutants de travaux des informations précises sur la localisation des réseaux et sur les précautions à prendre en cas de travaux dans leur voisinage immédiat.

En particulier, il rend obligatoire de localiser les réseaux sensibles (en zone urbaine) si la précision des plans fournis par l'exploitant n'est pas suffisante.

Il impose aux exploitants de réseaux d'apporter des réponses circonstanciées aux déclarations préalables, de mettre en œuvre une cartographie précise et géoréférencée de tous les réseaux neufs et d'améliorer progressivement celle des réseaux existants, et d'anticiper les situations accidentelles sur les chantiers de travaux.

Il encadre les techniques de travaux, appliquées à proximité immédiate des réseaux, et prévoit une obligation d'autorisation d'intervention à proximité des réseaux pour certains intervenants en amont des travaux et au cours de leur exécution.

Il définit les modalités d'arrêt des travaux en cas de danger et encadre certaines clauses des marchés entre maître d'ouvrage et exécutant des travaux.

Il fixe les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qu'il prévoit.

Il crée un observatoire national de DT-DICT dont les missions sont, d'une part, de promouvoir la dématérialisation des procédures et l'interopérabilité, et, d'autre part, de sensibiliser, informer et former toutes les parties prenantes aux règles de sécurité.

Il met en place un guichet unique, sous maîtrise d'ouvrage de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Inesis).

Il remplace les formulaires Cerf Demande de renseignements (DR) et DICT par un formulaire unique.

Guichet unique

Elément phare de la législation, le téléservice du guichet unique, disponible gratuitement sur www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr et dont la consultation est obligatoire préalablement à toute DT et DICT, fournit aux maîtres d'ouvrage et aux entreprises de travaux la liste des exploitants des réseaux présents dans le périmètre du chantier ou à proximité de celui-ci, ainsi que leurs coordonnées.

Cette plate-forme Internet leur communique également un plan comportant les coordonnées géoréférencées de l'emprise du projet de travaux qu'ils ont préalablement dessinée sur le téléservice, ainsi que, sous forme de formulaire électronique, l'imprimé de déclaration DT-DICT, partiellement prérempli, qu'ils doivent ensuite adresser à chacun des exploitants des réseaux concernés.

Il est également possible pour les maîtres d'ouvrage et les entreprises de travaux de consulter un prestataire de service conventionné avec le guichet unique ou, s'ils n'ont pas de connexion à Internet, la mairie concernée par le projet de travaux.

Au 1er janvier 2019 - 2026 pour les zones rurales -, tous les fonds de plans et les tracés des réseaux sensibles enterrés devront avoir été géoréférencés.

Formulaire unique

Autre évolution majeure de la réglementation DT-DICT, les formulaires Cerf DR et DICT ont laissé place à un Formulaire unique DT-DICT.

Suite aux bilans des expérimentations d'Orléans et de Perpignan et aux retours d'expérience issus de l'Observatoire national de DT-DICT, de nouveaux décrets et arrêtés modificatifs sont entrés en vigueur en juillet 2014, concernant notamment le formulaire DT-DICT.

Ainsi, ce dernier permet désormais d'indiquer la commune principale ainsi que le nombre de communes concernées par les travaux et de distinguer le responsable de projet et son représentant.

Il permet également au responsable de projet de demander à recevoir une copie du récépissé suite à l'envoi d'une DT-DICT conjointe et d'indiquer ses souhaits pour le mode de réception et le format des plans transmis par l'exploitant.

Pour encadrer et favoriser la dématérialisation des échanges entre les déclarants et les exploitants, des formats numériques ont été définis.

Seules les déclarations envoyées via un XML non-protégé sont considérées comme dématérialisées et bénéficient d'un délai réglementaire de réponse réduit.

En fonction du souhait de l'exploitant, indiqué sur son référencement guichet unique, le XML devra être accompagné d'un PDF protégé et extractible.

Un exploitant de réseaux sensibles ou disposant de plus de 500 kilomètres de réseaux doit référencer un e-mail sur le téléservice du guichet unique, lequel permet de recevoir les déclarations sous format dématérialisé.

2.1.5 Contraintes spécifiques à l'opération

2.1.5.1 Installations de chantier

Les abords appartiennent à la société "ANTIN RESIDENCES" et à la ville de "DAMMARIE-LES-LYS".

2.1.5.2 Voie échelle & Accès pompier

La voie d'échelle et tout accès pompier devront être laissés libres d'accès en dehors des périodes d'activité de chantier.

Pendant les heures de chantier, et en cas de besoin, chaque entreprise devra pouvoir dégager les lieux sur le champ pour laisser accès aux pompiers si nécessaire.

2.1.5.3 Protection des existants

Chaque entreprise devra prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants sur les zones affectées par les travaux et garantir la sécurité des occupants, et notamment celle des enfants présents dans l'enceinte de l'école.

Elle sera seule juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc...

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à chaque entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Si elles ne se conforment pas aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences sans pouvoir prétendre à un dédommagement financier.

2.1.5.4 Contraintes administratives

Chaque entreprise sera tenue de respecter les arrêtés municipaux de DAMMARIE-LES-LYS concernant la réglementation les bruits.

Le chantier se déroulant en partie en site occupé, une attention particulière sera réservée à la sécurité du chantier.

2.1.5.5 Nettoyage des sites

Les sites concernés par les travaux devront être nettoyés chaque soir avant le départ des équipes, et laissés en parfait état de propreté.

S'il est considéré que les travaux de nettoyage n'ont pas été convenablement exécutés, un délai de 24h sera donné pour remédier à cet état.

A l'expiration de ce délai, faute d'un nettoyage satisfaisant, il sera fait appel à une société de nettoyage dont la facture sera à la charge exclusive de chaque entreprise responsable.

2.1.5.6 Recommandation entreprise

Chaque entreprise devra communiquer par voie d'affichage le nom et téléphone de son référent chantier, et une identification des salariés.

2.1.5.7 Nuisances sonores

Chaque entreprise devra porter une attention toute particulière à la limitation des nuisances sonores et à la projection de poussières dans les locaux (bureaux et salles de classes) et les parties communes.

2.1.5.8 Compréhension du CCTP

Chaque entreprise pourra poser toutes les questions qu'elle jugera utiles à la compréhension totale du dossier.

Elle présentera une offre complète comprenant toutes les sujétions qu'elle juge nécessaires à la réalisation d'une installation conforme au présent CCTP et aux règles de l'art.

Le marché comportera sans aucune exception tous les travaux accessoires nécessaires à la terminaison des ouvrages conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cas où des modifications à l'installation actuelle, autres que celles décrites, sont indispensables à la mise en conformité avec les règlements actuels, les travaux nécessaires seront prévus et apparaîtront clairement dans l'offre.

2.1.5.9 Évolutions possibles du CCTP

Si cela s'avère indispensable, le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité de modifier, après accord du Maître d'Ouvrage et en concertation avec le titulaire du marché, des principes ou matériels définis dans le présent document.

Si de nouvelles normes ou réglementations entrent en vigueur pendant les travaux, chaque entreprise devra en informer le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

2.1.5.10 Plan de formation des salariés

Si l'entreprise possède un plan de formation de ses salariés, elle pourra le joindre à son offre.

2.1.5.11 Élaboration du planning

Les travaux seront exécutés conformément au planning prévisionnel des travaux.

Un planning travaux détaillé sera établi conjointement entre les entreprises titulaires et le Maître d'Œuvre dès le démarrage de l'opération, compris planning de production des éléments d'exécution, dans le respect des délais du AE-CCAP.

Il sera validé par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

2.1.5.12 Intempéries

Les jours où les travaux seront arrêtés pour intempéries devront faire l'objet d'un récapitulatif mensuel et devront être justifiés par un relevé de la station météorologique la plus proche du chantier, ainsi que la copie de la déclaration déposée auprès de la caisse de congés intempéries du BTP.

2.1.5.13 Gardiennage :

Sur l'initiative des entreprises, il pourra être mis en place un gardiennage à leur charge exclusive.

2.1.6 Plans de recollement

En fin d'opération, l'entrepreneur devra fournir un DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés).

Ils devront comprendre les plans généraux et plans de détails des ouvrages exécutés, les notices techniques des matériaux, et si nécessaire, les notices de produits d'entretien préconisés.

En fin de chantier, lors de la réception des travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'ouvrage et à l'architecte, un dossier de recollement (3 exemplaires au total + CD-ROM) mis à jour suivant les travaux effectués, y compris fiches techniques des matériaux employés.

Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché.

L'établissement des plans de récolement n'est pas rémunéré par un prix spécial, mais ce dernier est implicitement compris dans les prix du présent marché.

2.1.7 Dépense d'intérêt commun ou compte prorata

Il n'est pas prévu au marché la mise en place d'un compte interentreprises qui serait géré par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre.

Par contre les entreprises peuvent s'organiser et mettre en place, entre elles, un compte interentreprises.

Les dépenses d'intérêt commun dans les marchés privés seront traitées selon les dispositions du CCAG marché privés (NF P03-001).

A défaut de dispositions similaires dans la réglementation des marchés publics, ces dépenses et le compte interentreprises seront traités selon le chapitre 14 de la norme susvisée.

Il est rappelé à ce sujet les dispositions du §14 et les annexes A, B et C du CCAG marchés privés (NF P03-001) dont notamment, les articles suivants :

2.1.7.1 Imputation

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont affectées par l'annexe A ou B de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit "compte prorata" géré et réglé comme il est dit ci-dessous, à l'article 14.2.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Le AE-CCAP peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, soient fournies par le maître d'ouvrage.

2.1.7.2 Gestion et règlement du compte inter-entreprises

Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C du présent document.

Si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

Dans les 90 jours qui suivent la réception des travaux, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse au maître d'œuvre une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis à vis du compte prorata.

Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif adressé au maître d'ouvrage :

- Soit déclaré que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata,
- Soit indiqué la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

2.1.8 Réglementation générale applicable

2.1.8.1 Réglementation et exigences fondamentales

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter les réglementations concernant :

2.1.8.2 La sécurité incendie

- Textes réglementaires relatifs à la sécurité incendie,
- Code de la construction et de l'habitation,
- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ainsi que le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Le maître d'œuvre est supposé avoir tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du présent marché.

2.1.8.3 L'accessibilité

La réglementation technique relative à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées prise en application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées est applicable depuis le 1er janvier 2007 aux bâtiments construits ou rénovés accueillant des établissements recevant du public ou des locaux d'habitation.

2.1.8.4 La prévention des risques naturels et technologiques

Huit risques naturels principaux sont prévisibles sur le territoire national : les inondations, les séismes, les éruptions volcaniques, les mouvements de terrain, les avalanches, les feux de forêt, les cyclones et les tempêtes.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé par le préfet est annexé, après enquête publique et approbation, au Plan Local d'Urbanisme (PLU) en tant que servitude d'utilité publique. Ses dispositions priment sur toute autre considération.

Les PPRN définissent les zones d'exposition aux phénomènes naturels prévisibles, directs ou indirects, et caractérisent l'intensité possible de ces phénomènes.

A l'intérieur de ces zones dites « d'aléa », les PPRN réglementent l'utilisation des sols, la façon de construire, l'usage et la gestion des zones à risques dans une approche globale du risque. Les réglementations s'appliquent tant aux futures constructions qu'aux constructions existantes dans le but de maîtriser et réduire leur vulnérabilité.

Même en l'absence de Plan de Prévention des Risques (naturels, technologiques ou miniers), le Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut définir les zones à risques et les règles spécifiques à respecter. Le code de l'urbanisme dans son article L110 pose la prévention des risques naturels et technologiques dans ses principes. L'article L122-1 impose aux Schémas de cohérence territoriale (SCOT) de prendre en compte la prévention des risques dans leur élaboration.

2.1.8.5 La protection contre le bruit

La législation française sur la prévention et la répression des nuisances sonores reflète le côté transversal et multipolaire du bruit : reposant sur un grand nombre de mesures et prenant leurs sources à l'échelon tant national qu'international, les textes législatifs et réglementaires relatifs au bruit sont loin de constituer un tout homogène, unique et structuré.

La loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 (codifiée aux articles L.571.1 à L.571.26 du code de l'environnement), dite loi "Royal" ou loi "bruit", premier texte global en la matière, constitue sans doute le premier effort notable de formulation d'un texte fondateur renforçant la législation existante sans forcément remanier ni remplacer les textes précédents.

Arrêté du 6/10/1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur.

2.1.8.6 Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

Contrôles permanents dans les cas sensibles

Dans le cas où le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent.

Ce contrôle permanent pourra être réalisé par la mise en place de capteurs sur la façade du bâtiment sensible, qui vérifient en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

Ces coûts restent à la charge de chaque entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte inter-entreprises, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

La maîtrise de ces nuisances, qui implique un effort de sensibilisation du personnel d'encadrement et d'exécution des tâches, n'entraîne pas dans la plupart des cas des surcoûts et va dans le sens de l'amélioration de la qualité et des délais de réalisation des travaux.

Matériel

Il faut chercher à réduire en priorité les niveaux du bruit généré par les engins et matériels très bruyants.

Ainsi, les engins et matériels pneumatiques ont souvent été remplacés par leurs équivalents électriques, ce qui supprime les compresseurs à moteur thermique, source de bruit continue et importante en l'absence d'insonorisation.

2.1.8.7 La performance énergétique et la réglementation thermique

Comme les versions antérieures, la réglementation thermique 2012 vise à réduire les dépenses énergétiques des bâtiments.

Défini par le Grenelle de l'environnement, ce programme a pour but de faire des économies sur sa facture énergétique et des économies de ressources (électricité, gaz, fioul...).

Un objectif ambitieux qui passe par trois exigences impératives :

- L'efficacité énergétique minimale du bâti (BBio max) : le coefficient du besoin bioclimatique (BBio) correspond aux besoins énergétiques du foyer pour se chauffer, climatiser les lieux et s'éclairer. Le coefficient BBio est optimal lorsque les efforts d'énergie sont conjugués à une isolation efficace du bâti,
- L'exigence de consommation maximale (Cepmax) : elle stipule que la quantité d'énergie consommée pour se chauffer, climatiser, s'éclairer, produire de l'eau chaude, alimenter des pompes ou des ventilateurs ne peut pas dépasser 50 kWh/m2/an,
- Le respect du confort d'été et de la température intérieure conventionnelle : elle permet d'assurer un confort optimal en été et d'éviter l'utilisation d'un climatiseur, en établissant une température idéale grâce à l'isolation notamment.

2.1.8.8 L'écoconstruction et la qualité environnementale du bâtiment

Depuis le 1er janvier 2013, la RT2012 (réglementation mise en place par le Grenelle de l'environnement en 2009), qui succède à la RT 2005, est applicable à l'ensemble des constructions de bâtiments collectifs neufs, aux surélévations de bâtiments existants et extensions, et aussi aux maisons individuelles. L'idée première est de parvenir à construire des bâtiments neufs moins énergivores et moins polluants.

La RT 2020, prochaine norme en vigueur, imposera les mêmes exigences que la RT actuelle (RT 2012), avec pour complément d'obligations d'utiliser une énergie supplémentaire (le photovoltaïque).

Intégrer systématiquement l'environnement à la construction conduit à une mutation des secteurs technologiques et écologiques, lesquels se doivent d'être intrinsèquement liés.

Les produits de construction sont soumis à de nouvelles réglementations : si la directive de RPC (Règlements Produits de Construction) a émergé il y a une vingtaine d'années, la réforme, qui concerne tous les pays de l'UE, a vu le jour à l'été 2013 avec des mesures nouvelles, mais aussi avec une application simplifiée :

Le marquage CE, à l'initiative du fabricant, pour permettre de comparer la performance des produits de construction ; à noter que les éventuelles substances toxiques doivent aussi être mentionnées,

Un langage commun à tous les pays concernés pour ce qui est de l'aspect technique des produits, ce qui permet de garantir que tous les éléments de fabrication sont communiqués selon le même mode et validés par les mêmes instances,

Une nouvelle obligation : placer la santé et la sécurité au cœur du dispositif, qu'il s'agisse du fabricant, des utilisateurs mais aussi des personnels exposés aux matériaux en phase de chantier.

2.1.9 Sécurité et santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat.

Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD, ...).

A ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail,
- Des actions d'information et de formation,

- La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

Les entreprises respecteront les obligations légales et se référeront au P.G.C. établi par le coordonnateur sécurité.

Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants.

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

Spécialement, l'entrepreneur doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier :

- Échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétent.

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier.

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes.

Il s'engage à éventuellement garantir le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

2.1.9.1 Responsabilité de l'entrepreneur

La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent à l'entrepreneur ou à ses sous-traitants éventuels en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière SPS désigné dans les documents du marché sous le nom de coordonnateur SPS.

2.1.9.2 Danger grave et imminent

Lorsque le contrat de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé le prévoit, le coordonnateur SPS peut arrêter tout ou partie du chantier lorsqu'il constate lors de ses visites sur le chantier un danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs.

Cette disposition du contrat est portée, le cas échéant, à la connaissance des entreprises

L'entrepreneur s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Conformément au décret du 8 Janvier 1965 concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc.) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'entrepreneur.

Bien que la responsabilité de la maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun être mise en cause à ce titre, l'entrepreneur ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

L'entrepreneur est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier.

Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

Les équipements de protection individuelle (E.P.I.) et les installations de chantier seront conformes à la réglementation.

2.2 Spécifications communes

2.2.1 Prestations à la charge des entreprises

L'entreprise devra transmettre les documents d'exécution et notes de calculs nécessaires.

Ces documents seront donc à établir par les entreprises et à transmettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour approbation.

Cette approbation ne diminuant en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

Ces documents, accompagnés des autres pièces exigées (avis techniques, certifications, etc.) seront à transmettre par l'entrepreneur au bureau de contrôle pour validation.

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement toutes les prestations détaillées au § 2.1.3.

2.2.2 Connaissance des lieux et reconnaissance de l'existant

Par le fait d'avoir remis son offre, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entreprise est censée s'engager dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui sont parfaitement connus le terrain et ses sujétions propres, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public et dans l'enceinte de la résidence LE MARCHE sur le territoire de la commune de DAMMARIE-LES-LYS.

L'entreprise titulaire du présent lot pourra faire dresser par voie d'Huissier un constat de l'état des lieux des avoisinants intérieurs et extérieurs, étant précisé qu'il lui appartiendra de remettre les ouvrages dans le même état que lors de la prise de possession du chantier.

Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de sa profession ou fassent l'objet d'une demande de suppléments sur ses prix.

Cette prise de connaissance concerne notamment les possibilités d'accès des nacelles, camions ou autres équipements, les possibilités de stockage et d'installation de chantier, et les servitudes qui peuvent y être attachées.

L'entrepreneur ne peut donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

Il se sera donc rendu sur place, dans l'enceinte de la résidence LE MARCHE sur le territoire de la commune de DAMMARIE-LES-LYS.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération ne soit limitative :

- L'état général des existants et leur degré de conservation,
- L'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant,
- La nature des matériaux constituant les existants,
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés afin de déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché,
- Les principes constructifs des existants, et plus particulièrement les structures porteuses.

Et en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et leur coût.

S'agissant des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- Avoir visité les lieux,
- Avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées,
- Avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structure, ou, à défaut, avoir déterminé, par tous moyens, ces principes de structure,

- Avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement, tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs seront donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions, pouvant en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et sur les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser au titre du présent marché.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état général des voiries, et notamment des enrobés aux alentours de la résidence LE MARCHE sur le territoire de la commune de DAMMARIÉ-LES-LYS,
- L'état général des assainissements (EP et EU),
- La nature et l'état des voiries et des réseaux divers,
- Les disponibilités en eau et en énergie électrique, et les possibilités d'écoulement des eaux de lavage,
- Ainsi que toutes autres reconnaissances que l'entrepreneur jugerait utiles d'effectuer pour les travaux de réfection des couvertures.

Les entrepreneurs pourront lors de cette reconnaissance des existants, effectuer tous les essais, sondages et autres qu'ils jugeront utiles.

2.2.3 Protection des ouvrages existants

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages durant la réalisation de ses travaux.

Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant.

L'entrepreneur devra assurer la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception, par tous les moyens qu'il jugera efficaces.

Les matériaux livrés sur le chantier, en attente de pose, devront être stockés à l'abri des intempéries, des souillures et des chocs.

Les conditions de stockage devront être telles qu'ils ne subissent aucune détérioration.

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions et toutes les précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux, que les extérieurs, dans, ou sur lesquels sont réalisés des travaux, que pour ceux, utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et l'évacuation des gravois.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être, selon les cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entrepreneur chargé des installations principales de chantier.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire.

Le maître d'œuvre se réserve néanmoins la possibilité d'imposer des mesures de protection complémentaires si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge des entreprises, dans les conditions suivantes :

Les frais des protections propres à un corps d'état seront à la charge de ce corps d'état.

Les abords des bâtiments, et plus particulièrement les espaces plantés devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles et autres, devront prendre toutes les dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés existants.

2.2.4 Plans et dimensions des existants

Les plans des existants sont éventuellement annexés au présent dossier de consultation.

Il s'agit de documents d'origine de la construction et ils sont donnés à titre strictement indicatif et n'ont aucune valeur ou caractère contractuel.

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées.

De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés.

S'il y a lieu, la maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet.

Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

2.2.5 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose des réseaux existants ou des voiries à reprendre, ainsi que les démolitions, devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous les travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix des entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

2.2.6 Matériaux et matériels de récupération

La maîtrise d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par les entrepreneurs dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés, les entrepreneurs auront la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils devront les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis aux entrepreneurs qui pourront en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

2.2.7 Stockage de matériaux dans l'existant

Les zones de stockage seront déterminées après établissement par tous, et après validation par le coordinateur sécurité, du plan d'installation de chantier (P.I.C.).

2.2.8 Démarches, autorisations administratives et constat d'huissier

L'entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la maîtrise d'ouvrage, à savoir ANTIN RESIDENCES, et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès de tous les concessionnaires de réseaux.

L'entrepreneur procédera avant toute installation et travaux à un constat d'huissier des lieux des travaux intérieurs et extérieurs.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

Vis-à-vis des riverains et avoisinants :

Durant toute la période de travaux, les entreprises s'engagent à prendre toutes les dispositions pour limiter les perturbations liées à la réalisation du chantier, notamment :

L'accès au chantier pour les camions, engins et véhicules des entreprises de quelque nature qu'ils soient.

En apportant un soin tout particulier à la protection de l'environnement du bâti existant et lors de l'exécution des travaux.

S'engagent à reprendre à leurs frais les reprises d'éventuels désordres qui seront constatés sur les immeubles riverains, en cours ou à la fin du chantier qui seraient dus à la réalisation du chantier.

Les abords devront être maintenus en parfait état de propreté à tous les stades du chantier

Les entreprises devront travailler aux heures et jours ouvrables.

Aucun travail bruyant ne devra être exécuté de nuit ou le jour du repos dominical.

Vis-à-vis des services concédés / services municipaux et mitoyen : Durant toute la période de construction, les entreprises effectueront les démarches et demandes auprès de l'ensemble des services concédés et mitoyen et l'obtention des autorisations nécessaires.

Les entrepreneurs permettront et faciliteront l'accès du chantier aux services concédés qui le souhaite, pour la réalisation de relevé, sondages et interventions éventuelles qui leur sont nécessaires, sans qu'ils puissent se prévaloir d'indemnité complémentaire.

Ces prestations étant réputées être comprises dans leurs offres de prix.

2.2.9 Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet, devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Chaque entrepreneur réclamera au Maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations,
- Chaque entrepreneur se mettra en liaison en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires,
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenantes sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble,
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment, durant le chantier, l'entrepreneur du présent lot ne pourra se prévaloir d'une absence de coordination ou d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entreprise titulaire du présent lot devra se mettre en relation avec l'autre lot pour assurer la coordination de ses ouvrages.

2.2.10 Assurances et garanties

Sauf stipulation spéciale insérée au Cahier des Charges Particulières, la période de garantie de parfait achèvement sera d'un an (1), à compter de la date de réception.

Au cours de la période de garantie, l'entrepreneur est tenu de remédier, à ses frais et risques, à tous les désordres qui surviendraient ou seraient constatés à l'usage, même dans les menus travaux, et de faire tous raccords, donner tous jeux et faire tous travaux qui seraient reconnus nécessaires ou seulement utiles.

Toutefois, ne sont pas compris dans cette obligation les travaux d'entretien normal, pas plus que ceux qui seraient la conséquence d'un abus, d'une maladresse, d'un usage anormal ou d'un défaut d'entretien, dont il appartient alors à l'entrepreneur d'en faire la preuve.

Si au cours de la période de garantie, des travaux sont reconnus nécessaires ou seulement utiles, l'entrepreneur devra exécuter ces travaux dans un délai qui lui sera imparti par l'ordre de service.

Ce délai ne pourra être inférieur à quinze jours, sauf cas d'urgence.

La date de réception constitue l'origine et marque le point de départ de la responsabilité biennale et décennale.

L'entrepreneur est tenu d'avoir une assurance individuelle de responsabilité civile de "Chef d'Entreprise" pour couvrir les risques qu'il encourt du fait de son activité dans le chantier, au titre des articles 1.382 et suivants du Code Civil, et notamment les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels ou immatériels.

Il lui appartiendra également d'être assuré contre les risques de dégâts des eaux et d'incendie sur le chantier, les vols et détournements de matériaux approvisionnés.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur communication des plafonds de garantie par catégorie de risques, et d'exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds, ces pièces étant contractuelles à la passation des marchés.

L'entrepreneur devra de même justifier qu'il est titulaire d'une police individuelle de base en état de validité, garantissant les risques d'effondrement en cours de travaux et les risques de responsabilité décennale correspondant à la qualification professionnelle dont relèvent les travaux faisant l'objet du marché qui lui incombe.

Cette assurance devra comporter le plafond minimum en vigueur au moment de la passation du marché.

Ce plafond est celui fixé par la Fédération Nationale du Bâtiment, en accord avec les assureurs.

A défaut d'une "individuelle de base" accompagnée du certificat OPQCB correspondant, les entreprises devront justifier d'une police décennale entrepreneur précisant le plafond assuré par sinistre et la nature des activités garanties.

Les ouvrages dont la maîtrise d'ouvrage passe commande à l'entrepreneur sont soumis aux conditions de garanties applicables aux travaux de bâtiment, à savoir :

- L'année de garantie de parfait achèvement, (Art.1792-6 du Code Civil), portant sur les finitions non réalisées que doit reprendre l'entreprise, durant 1 an à compter de la date de la réception des ouvrages,
- La garantie biennale sur le second œuvre et les ouvrages secondaires non couverts par la décennale (Art.1792-3 du Code Civil),
- La garantie décennale sur le gros œuvre (clos et couvert) et les ouvrages principaux compromettant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination (Art. 1792, 1792-2 et 1792-4 du Code Civil),
- La responsabilité trentenaire pour les vices cachés entraînant ruine partielle de l'ouvrage.

Ils sont également soumis aux garanties complémentaires demandées spécifiquement par la maîtrise d'ouvrage, à savoir :

- La garantie de cinq ans de bonne tenue des travaux de peinture intérieure et extérieure,
- Le droit de recours de trois ans pour non-respect des normes applicables, entre autres pour ce qui concerne les interventions sur les installations électriques.

Enfin, l'entrepreneur est tenu de s'assurer pour tous les risques de responsabilité civile inhérents à son intervention.

Le premier mémoire, et chaque mémoire intervenant à l'échéance de l'année de cotisation, doit être accompagné de l'attestation de l'assureur de l'entreprise, comportant le numéro du contrat et la nature des risques couverts, ainsi que les montants des dommages assurés, garantissant la maîtrise d'ouvrage que l'entrepreneur a souscrit, pour l'exercice concerné, les contrats d'assurance Responsabilité Civile et d'assurance décennale (ou biennale) des ouvrages de bâtiment auxquels elle participe.

2.2.11 Règles d'exécutions générales

Tous les travaux des lots n°01 ETANCHEITE et n°02 GROS-OEUVRE devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale, seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages connexes, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Les ouvrages réalisés seront posés avec la plus grande exactitude à leur emplacement exact.

Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par l'entrepreneur pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct.

En cas de non-respect de ces prescriptions, le maître d'œuvre exigera le démontage ou la dépose des éléments mis en place.

Les entrepreneurs devront respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires généraux, dont notamment les suivants :

- D.T.U., Lois et Normes en vigueur,
- Avis Techniques, AT, ATEX, ...
- Règles de calculs,
- Code de la construction,
- Réglementation sécurité incendie,
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers,
- Règlement sanitaire départemental du Val-de-Marne (94),
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement.
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier.
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre.
- Règlement municipal de police de la ville de Saint-Alban relatif à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier,
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc...

En application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des décrets du 26 décembre 1994, du 4 mai 1995 et du 6 mai 1995, les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur sécurité concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs

Elles sont applicables aux travaux des présents marchés pour toutes celles qui ont été transposées pour qu'elles deviennent applicables dans l'ordre juridique français.

Ci-dessous la réglementation générale ; les CCTP des différents lots précisent la réglementation applicable pour chacun des lots

- Directive « Produits de construction »,
- Directive 89/106/CEE du 21 décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993 transposée en France par le décret no 92-647 du 8 juillet 1992, remanié par le décret no 95-1051 du 20 septembre 1995 et le décret no 2003-947 du 3 octobre 2003,
- Le décret no 92-647 du 8 juillet 1992 est intitulé : Décret no 92-647 ... concernant l'« Aptitude à l'usage des produits de construction »,
- Le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 est intitulé : décret no 95-1051 ... concernant L'« Aptitude à l'usage des produits de construction »,
- Le décret n° 2003-947 du 3 octobre 2003 est intitulé : décret no 2003-947 ... concernant L'« Aptitude à l'usage des produits de construction »,
- Un « produit de construction » est défini comme suit par la directive : « Tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil »,
- La directive impose 6 exigences essentielles auxquelles doivent répondre les ouvrages dans lesquels ces « produits de construction » sont incorporés :
 - 1. Résistance mécanique et stabilité,
 - 2. Sécurité en cas d'incendie,
 - 3. Hygiène, santé et environnement,
 - 4. Sécurité d'utilisation,

- 5. Protection contre le bruit,
- 6. Économie d'énergie et isolation thermique.

2.2.11.1 Normes harmonisées

- Les normes européennes harmonisées, dont les références sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) définissent les spécifications techniques dont les professionnels ont besoin pour produire et mettre sur le marché des produits conformes aux exigences essentielles,
- La conformité à ces normes n'est pas obligatoire mais les administrations nationales sont obligées de reconnaître aux produits conformes aux normes harmonisées, une présomption de conformité aux exigences essentielles,
- Les références correspondantes des normes françaises transcrivant les normes européennes harmonisées pouvant être utilisées pour l'application de la réglementation sont publiées au Journal officiel de la République française (JORF ou JO).

2.2.11.2 Règles de calcul « Eurocodes »

Les 10 règles de calcul Eurocodes ont déjà été éditées en tant que prénormes européennes et intégrées à titre expérimental dans les collections nationales :

- Eurocode 0 : Bases de calcul des structures,
- Eurocode 1 : « Actions sur les structures », définit les principes généraux de calcul et de chargement des structures à construire,
- Eurocode 2 : « Calcul des structures en béton », définit les principes généraux de calcul des structures en béton,
- Eurocode 3 : « Calcul des structures en acier », définit les principes de calcul des structures en acier,
- Eurocode 4 : « Calcul des structures mixtes acier-béton »,
- Eurocode 5 : « Calcul des structures en bois »,
- Eurocode 6 : « Calcul des ouvrages en maçonnerie »,
- Eurocode 7 : « Calcul géotechnique »,
- Eurocode 8 : « Conception et dimensionnement des structures pour leur résistance aux séismes »,
- Eurocode 9 : « Calcul des structures en alliages d'aluminium ».

2.2.11.3 Les Eurocodes sont élaborés en deux temps :

Tout d'abord, les Eurocodes sont rédigés et publiés en tant que prénorme européenne (ENV), afin d'être expérimentés pour une durée de trois ans sur des projets de construction. Durant cette période, les règles nationales coexistent avec les Eurocodes,

- À ce stade, la publication par l'Afnor comprend l'Eurocode, sous la forme du texte de la prénorme européenne (ENV) tel qu'adopté dans sa totalité par le CEN, accompagné du Document d'application nationale (DAN). Ce dernier ne fait pas l'objet d'un document séparé mais est intégré tout au long du texte et doit être utilisé conjointement.

Ensuite, les Eurocodes sont convertis en normes européennes (EN) :

- Ces règles Eurocodes sous forme de normes européennes expérimentales ne sont pas applicables pour le moment, sauf si elles sont citées dans les documents particuliers du marché,
- Les normes européennes fondées sur les Eurocodes ne sont pas des normes harmonisées. Elles restent des normes volontaires et, par conséquent, les États ne sont pas obligés d'abandonner leurs règles nationales concernant les mêmes domaines. Il leur sera seulement demandé, s'ils décident de conserver ces règles, de faire en sorte qu'elles n'empêchent pas l'utilisation, en alternative, des Eurocodes,
- Réaction au feu des matériaux « Euroclasses »,
- En application de la directive européenne 89/106 du 21 décembre 1988, l'Union européenne a fait paraître une série de normes harmonisées,
- Parmi ces normes, la norme EN 501-1 définit les caractéristiques de « réaction au feu » des produits de construction.

Ces textes européens ont été transcrits en droit français par l'arrêté du 21 novembre 2002 - Euroclasses qui distingue deux catégories :

- Les produits de construction qui comprennent deux familles :
 - Les produits pour revêtements de sol,
 - Les autres produits.
- Les produits d'aménagement

Les produits d'aménagement ne font pas partie des Euroclasses, ils restent dans le domaine du classement « M » français.

Les produits de construction relèvent des Euroclasses :

- Le classement de ces produits est donné à l'Annexe 1 de l'arrêté du 21 novembre 2002,
- Les produits de construction autres que les revêtements de sol sont classés de A à F. Les revêtements de sol sont classés de AFL à FFL.

Deux autres critères ont été ajoutés :

- La production de gouttelettes ou particules enflammées au cours des essais : critères d0 à d2,
- La production de fumée définie par les critères S1 à S3.

Les textes réglementaires français relatifs à la sécurité incendie ne vont pas être repris, car l'Annexe 4 de l'arrêté susvisé fixe la correspondance entre le classement « M » et les Euroclasses.

2.2.12 Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

L'entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.

Aucune commande ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant, n'aura pas été matérialisée par signatures (VISA), ou dûment précisée au compte rendu de réunion de chantier.

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1re qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un « Avis Technique » du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet « Avis Technique » et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

2.2.13 Réservations, percements et rebouchages

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages et incorporations nécessaires à la complète et parfaite finition de leurs ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués, le cas échéant, tous les percements, trous, passages et autres devront être réservés au coulage par l'entrepreneur qui devra les réaliser.

Les degrés coupe-feu devront être respectés à la réfection des ouvrages.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront, en temps utile, prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au plus tôt leurs besoins en réservations.

2.2.13.1 Raccords :

- Les raccords seront exécutés par les corps d'état assurant les travaux d'enduits et de revêtements (maçonnerie - plâtrerie - carrelage - revêtements minces - peinture - etc.),
- Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné,
- La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc...

2.2.13.2 Remarques particulières concernant les ouvrages en béton et béton armé

Dans le cas où, par suite de modifications intervenues après réservation, des percements seraient nécessaires dans des ouvrages en béton ou béton armé, ils pourront être réalisés sous réserve de répondre aux conditions suivantes :

- Accord de l'ingénieur chargé des études de béton armé et, le cas échéant, du bureau de contrôle et de l'entrepreneur de gros œuvre,
- Exécution par l'entrepreneur en respectant la structure des voiles et dalles béton notamment **sans percer les zones de traction et de compression maximales**,
- Exécution, dans le cas d'ouvrages horizontaux en béton, obligatoirement du bas vers le haut.

Tous les rebouchages dans les ouvrages en béton et béton armé devront être réalisés avec un béton d'un dosage équivalent à celui du béton exécuté.

Dans le cas où un entrepreneur procéderait à des rebouchages ne répondant pas à cette condition, ces rebouchages seraient démolis et refaits par l'entreprise de gros œuvre aux frais de l'entrepreneur en cause.

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur d'isolation phonique et thermique de la paroi concernée.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolation thermique et phonique de la paroi.

2.2.14 Nettoyage de chantier

Chaque entreprise aura à sa charge la gestion, la collecte, le tri et l'évacuation de ses propres déchets.

Conformément à la loi et au code de l'environnement, il est interdit :

- De brûler les déchets à l'air libre sur les chantiers,
- D'enfouir les déchets dans les tranchées de chantier,
- D'abandonner les déchets dans la nature.

Tous les déchets produits par l'entreprise du présent lot, que ce soit des emballages, des palettes, des cartouches, des boîtes, des outils usagés, des produits d'entretien ou nettoyants, des coupes et résidus des matériaux employés, des gravas de démolitions, et tous autres déchets livrés ou portés sur le chantier, devront être éliminés.

L'ensemble des déchets devra être impérativement trié, stocké en container, et évacué quotidiennement.

En aucun cas les stockages ne devront gêner les autres entreprises et le bon déroulement des travaux.

Tous les déchets seront orientés et transportés vers les déchetteries et filières spécialisées et agréées conformément à la réglementation.

L'entrepreneur devra assurer la traçabilité des déchets dangereux et fournir au maître d'ouvrage un bordereau de suivi et conserver une copie pendant trois années au minimum après la réception du chantier.

L'entrepreneur devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

L'entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et l'enlèvement hors du chantier.

Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté.

Seront également à la charge des entrepreneurs, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier, et notamment dans l'enceinte des résidences.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de l'entrepreneur.

En cas de travaux réalisés à l'intérieur des bâtiments, il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis, soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourra à tout moment, faire procéder aux nettoyages et sorties de gravois, par une entreprise extérieure de son choix, et ce, aux frais en de l'entrepreneur titulaire du présent lot.

En résumé, le chantier devra toujours être toujours maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

2.2.15 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition, remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard, le jour de la réception des travaux.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés au tiers sur le chantier.

Les entrepreneurs auront également implicitement à leur charge, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité au droit des obstacles pouvant être présents sur le chantier comme des tranchées par exemple.

La remise en état des lieux concerne donc également le repli de toutes les passerelles et les garde-corps et autres protections nécessaires.

Il s'agit aussi d'évacuer tous les dispositifs de signalisation temporaire de jour comme de nuit et tous les autres équipements de sécurité qui s'avéreraient nécessaires.

2.2.16 Planning d'exécution des travaux

2.2.16.1 Le délai de réalisation du présent marché

Il est indiqué dans l'Acte d'Engagement, dans le document AE-CCAP.

Le planning qui accompagne cette consultation n'est donné qu'à titre indicatif.

Le délai est prolongé de la durée des journées d'intempéries.

Sont comptées comme journées d'intempéries celles où le travail est arrêté, conformément aux dispositions des articles L 731-1 à 13 du Code du Travail.

Devons-en outre être comptées comme journées d'intempéries celles pour lesquelles une impossibilité technique à poursuivre les travaux a été validée par le maître d'œuvre.

Le délai est prolongé de la durée des empêchements de force majeure, des jours fériés ou chômés inhabituels, des jours de grève générale de la Profession ou des corps d'état ou secteurs d'activités dont les travaux de l'entrepreneur dépendent, au lieu d'exécution des travaux, à l'exclusion des jours de grève propres à l'entreprise en particulier.

2.2.16.2 Retard imputable à l'entrepreneur

Tout retard d'exécution effectif ou prévu sera signalé par écrit au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre en temps utile pour permettre l'examen des causes du retard et, si nécessaire, la modification du tableau d'avancement des travaux. En ce qui le concerne, l'entrepreneur indiquera les mesures qu'il compte prendre pour pallier ce retard.

Le délai d'exécution est fixé dans l'Acte d'Engagement.

Les délais d'exécution de chaque lot s'inscrivent dans le délai global d'exécution, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au présent AE-CCAP. Ils partent de la première intervention de l'adjudicataire sur le chantier, et expirent en même temps que sa dernière intervention.

L'ordre de service prescrivant à l'adjudicataire titulaire du lot n°1 de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres lots.

2.2.16.3 Le calendrier détaillé d'exécution

Il sera établi par le maître d'œuvre en concertation avec les entrepreneurs pendant la période de préparation du chantier.

Ce calendrier devra s'inscrire dans les limites du calendrier prévisionnel joint au présent AE-CCAP. A défaut d'accord sur le calendrier détaillé, le calendrier prévisionnel deviendra contractuel.

2.2.17 Réception et contrôle de la conformité

2.2.17.1 Essais de bon fonctionnement

Avant la réception de ses ouvrages, chaque entreprise est tenue de procéder à l'ensemble des essais de bon fonctionnement des installations.

Elle assurera les réglages et mises au point nécessaires.

Chaque entreprise sera tenue de mettre à disposition les personnels, l'appareillage et les matériels nécessaires à ces différentes opérations d'essais et de contrôles. Elle aura à sa charge les éventuels frais de dossiers nécessaires aux différents organismes de contrôle et de sécurité et aux services administratifs.

Tous les éléments défectueux seront immédiatement remplacés, remis en place et en fonctionnement aux frais de chaque entreprise.

Ces essais ne dispensent pas ceux à réaliser suivant les directives des DTU.

Lors des opérations préalables à la réception, le Maître d'Œuvre, procédera :

- Au contrôle article par article de la qualité et de la quantité du matériel installé qui devront être au moins celles prévues au projet et le cas échéant, aux devis supplémentaires approuvés et ne pourront en aucun cas, être inférieurs quand bien même chaque entreprise prétendrait obtenir les conditions de confort recherchées par le Maître d'Ouvrage,
- A l'examen du document de synthèse des essais remis par chaque entreprise s'il y a lieu,
- A la réalisation d'essais complémentaires en présence de chaque entreprise si besoin,
- A la vérification de la conformité des installations en se référant aux rapports des organismes de contrôle,
- A toute mesure complémentaire jugée utile par le Maître d'Œuvre.

Pour satisfaire à la bonne réalisation de ces essais, chaque entreprise devra mettre à disposition, le personnel qualifié et tous les instruments de contrôles et de mesures nécessaires.

Chaque entreprise devra fournir sous bordereaux toutes les données et documents de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (références de produits, fiches techniques, notices d'entretien, ...).

Il se référera à la demande du coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (SPS).

Chaque entreprise devra la fourniture d'un dossier complet des œuvres exécutées et des interventions ultérieures, en 3 exemplaires papiers et 2 exemplaires sur support informatique comprenant :

- L'ensemble des plans d'exécution mis à jour et validés par la Maîtrise d'Œuvre et bureau de contrôle,
- Les plans de détails spécifiques d'implantation,
- Les notes de calculs approuvées par la Maîtrise d'Œuvre avant travaux,
- L'ensemble des notices techniques pour chaque matériel mis en place, avec adresses des fournisseurs,
- Les notices explicatives de fonctionnement et d'entretien du matériel,
- Les notices descriptives des modalités d'intervention pour l'entretien des équipements,
- Une description des consignes de sécurité.

Les DOE devront être remis avant la réception des ouvrages.

A l'issue des opérations préalables à la réception, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre statueront sur la date définitive de réception des ouvrages.

Dans l'intervalle, chaque entreprise devra procéder aux modifications, réglages et ajustement nécessaires à la mise en conformité de ses installations avec le cahier des charges et les impératifs réglementaires et fournir un nouveau document de synthèse de ses essais.

Un nouvel examen des équipements de la conformité et des performances des installations sera réalisé au cours de la réception.

La réception des installations sera prononcée conformément aux dispositions prévues dans le AE-CCAP et sous réserves :

- De la conformité de l'installation au présent descriptif et des règlements en vigueur,
- De la levée de l'ensemble des réserves ayant pu être formulées,
- Que les essais soient satisfaisants,
- De la fourniture des pièces citées aux articles précédents.

Si cet examen se révèle une nouvelle fois insatisfaisant, la réception sera reportée à une date ultérieure ou bien prononcée avec réserves.

Dès lors, les pénalités financières fixées au AE-CCAP ou autres pièces administratives pourront être appliquées aux entreprises jusqu'à la levée des réserves par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

2.2.17.2 Garanties et contrôles :

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc..., des différents ouvrages.

Lorsque ces ouvrages constituent le sujet d'une prestation d'une autre entreprise.

L'entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre.

Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'entreprise défaillante.

Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté.

L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera.

Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

En fin de chantier, l'entrepreneur avise, à la fois la personne responsable du marché, et le Maître d'Œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux pourront être réceptionnés.

A défaut de stipulation contraire expressément prévue au marché, la réception des travaux a lieu dès achèvement des travaux TCE, et après que les essais de fonctionnement auront été jugés satisfaisants, en présence de l'entrepreneur convoqué.

L'entrepreneur sera tenu d'assister à la réception des travaux et de mettre à la disposition, tous les moyens tant en personnel qu'en appareils de mesure ou autres nécessaires à la vérification des ouvrages.

Le Maître d'Œuvre assisté de l'entrepreneur procède, en présence du représentant du Maître d'Ouvrage, aux contrôles, aux vérifications et aux essais de l'installation, et invite éventuellement l'entrepreneur à remédier aux défauts constatés.

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation.

A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent Devis Descriptif et aux échantillons agréés.

A la mise en œuvre des matériaux, les contrôles permettent de s'assurer que les règles d'exécution de DTU ont été observées.

Les épreuves préalables à la réception, à effectuer comportent notamment :

- Le contrôle, article par article de la qualité et de la quantité du matériel installé qui devront être au moins celles prévues au projet,
- La vérification des essais effectués,
- Le contrôle général de l'exécution et du fonctionnement des ouvrages.

Si les ouvrages sont conformes aux prescriptions des pièces contractuelles, la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, la réception est prononcée avec réserves, ou refusée.

Les travaux objet du présent marché ne peuvent être réglés que s'ils ont été parfaitement exécutés et normalement réceptionnés, et que les obligations annexes de la commande ont été remplies.

Un mémoire définitif ne peut donc être adressé pour règlement que lorsque les travaux concernés ont été l'objet d'une réception sans réserve, avec procès-verbal régulièrement établi et transmis à l'entrepreneur pour notification ; cependant, le procès-verbal peut mentionner, (en cas de réserves très mineures et / ou ne pouvant être immédiatement levées pour des motifs indépendants de l'entreprise), que la levée de celles-ci ne s'oppose pas au règlement des sommes dues par l'entreprise.

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail.

La réception sera unique.

Un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le maître d'ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé, devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

3 REDACTION DES DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Etendue des travaux

3.1.1 Consistance des travaux

Il s'agit de réaliser l'ensemble des prestations du lot GROS-OEUVRE dans la résidence LE MARCHE sur le territoire de la commune de DAMMARIÉ-LES-LYS (77) pour soutenir les extrémités de dalles le long du joint entre dalles support des bâtiments au niveau des linteaux fendus des deux garages centraux.

3.1.2 Prestation à la charge du présent lot

Le présent dossier a pour objet, la réalisation de deux portiques ou quatre consoles supports des nez de dalles aux entrées des deux garages N°01 et N°20.

Les prestations à la charge du présent lot comprennent tous les travaux du lot GROS-OEUVRE, ainsi que tous travaux annexes, échafaudage et accessoires nécessaires à la finition complète parfaite de l'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

Le C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état de leur mode d'exécution.

Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

3.1.3 Responsabilité et obligation de l'entrepreneur

La mission confiée par le Maître d'Ouvrage au Maître d'Œuvre, ne comprend pas les prestations de plans d'exécution, de prescriptions spécifiques et d'études techniques.

Les plans d'exécution des ouvrages seront à établir par l'entrepreneur du présent lot.

Ces plans d'exécution seront à transmettre au maître d'œuvre pour approbation.

Cette approbation ne diminuant en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

Ces plans d'exécution, accompagnés des autres pièces exigées (avis techniques, certifications, etc.) seront à transmettre par l'entrepreneur au bureau de contrôle pour validation.

Les prescriptions, les études d'exécution et les plans de calepinage seront à la charge de l'entrepreneur du présent lot, et ces études devront être réalisées dès réception par l'entreprise, de l'ordre de service de notification du marché.

Aussi, l'entrepreneur ne pourra arguer ultérieurement, d'une mise en cause du montant de son marché pour des erreurs ou omissions de prestations quelles qu'elles soient.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants, sans que cette énumération soit limitative :

- L'état général des voiries et des avoisinants,
- L'existence de détériorations au niveau des voiries et réseaux divers,
- L'état des supports sous les revêtements actuels,
- Les disponibilités en eau et en énergie électrique, et les possibilités d'écoulement des eaux de lavage,

- Ainsi que toutes autres reconnaissances que l'entrepreneur jugerait utiles d'effectuer pour les travaux du lot GROS-OEUVRE.

Les entrepreneurs pourront lors de cette reconnaissance des existants, effectuer tous les essais, sondages et autres qu'ils jugeront utiles.

Les entrepreneurs prennent l'engagement d'assister à toutes les réunions de chantier, périodiques ou non, auxquelles elles seront convoquées, et qui se dérouleront sur le site du chantier de la reprise du joint entre dalles et suppressions des ressauts des petites dalles en surface de la résidence LE MARCHÉ sur le territoire de la commune de DAMMARIÉ-LES-LYS.

Leurs représentants seront agréés par le Maître d'Œuvre et devront respecter impérativement les horaires de convocation.

Ces représentants devront avoir le pouvoir d'engager leur entreprise sur des choix qui devraient être faits lors de ces réunions de chantier.

Toute absence ou retard du représentant de l'entreprise, entraîne sa responsabilité pleine et entière, de l'entreprise concernée y compris pour les défaillances ou erreurs d'exécution pouvant faire suite à cette absence.

En outre, il pourra être appliqué à l'entreprise incriminée suivant proposition du Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage, des pénalités. (Voir C.C.A.P.)

Les comptes rendus de chantier seront établis par le Maître d'Œuvre et adressés aux entreprises attributaires des travaux.

Les dispositions qui y sont mentionnées et en particulier, les décisions ou observations pour malfaçons et retards, deviendront contractuelles dans la semaine suivant le rendez-vous.

Les observations éventuelles de l'entreprise devront être faites par courrier au Maître d'Œuvre, ou sur le compte-rendu suivant.

En plus de la réunion hebdomadaire, il pourra être organisé des réunions de coordination technique.

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux mis en œuvre et du respect du référentiel technique et réglementaire en vigueur.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- La nature et le type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation,
- La compatibilité des différents matériaux entre eux,
- Les conditions particulières rencontrées pour le chantier.

Pour les matériaux et produits proposés par la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus.

Dans le cas contraire, il fera, par écrit, les observations qu'il jugera utiles à la maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

L'entrepreneur devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font bien l'objet d'une obligation de marquage CE (et non CHINA EXPORT).

Si tel est le cas et que la mise en œuvre est prévue pendant la période transitoire précisée dans l'arrêté d'application, il est dans l'obligation de proposer un produit marqué CE (et non CHINA EXPORT).

Le maître d'œuvre sera en droit de demander une assistance technique du fabricant, avant et pendant la mise en œuvre.

L'entrepreneur devra donc être en mesure de justifier que le personnel mettant en œuvre le système a suivi une formation.

L'entrepreneur peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

Toutefois, il doit exécuter avec sa propre main d'œuvre une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité(s) de base.

Conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1975, l'entrepreneur principal doit faire accepter son (ou ses) sous-traitant(s) et faire agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître de l'ouvrage.

Le sous-traitant qui désire sous-traiter est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

Il doit donc notamment faire accepter son sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement par le maître de l'ouvrage conformément à la loi.

La demande de sous-traitance peut intervenir au moment de la conclusion du marché ou pendant son exécution.

Sauf dispositions différentes prévues au AE-CCAP, l'entrepreneur doit adresser au maître de l'ouvrage sa demande de sous-traitance par lettre recommandée avec avis de réception ou la remettre contre reçu.

Si le maître de l'ouvrage n'a pas répondu à cette demande dans un délai de 15 jours à compter de sa réception, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant sont réputés acquis.

Si l'entrepreneur a manqué aux obligations ci-dessus explicitées, le maître de l'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qu'il prescrit à cet effet.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché de l'entrepreneur ;

Afin de faire accepter son sous-traitant et de faire agréer ses conditions de paiement, l'entrepreneur principal adresse au maître de l'ouvrage une demande écrite de sous-traitance datée et signée indiquant

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- La nature des prestations sous-traitées et leur montant,
- Les conditions de paiement prévues dans le contrat de sous-traitance.

L'entrepreneur est tenu d'informer avant le début de ses travaux, tous ses employés et ses sous-traitants que le chantier est soumis aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret 94-1159 du 26 décembre 1994 et de porter à leur connaissance les dispositions prises dans le Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.).

L'intervention du Coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités, qui incombent, en application des autres dispositions du Code du travail, à chacun des participants à l'opération.

Chaque entreprise doit la formation et l'information sur la sécurité à son personnel sur le chantier.

Cette formation est régie en particulier par les articles L 4141-1, L 4141-2, R 4141-1, R4141-11, R 4141-13, R4141-14, R 4141-17 et R 4141-20 du code du travail.

Une formation relative au port des équipements de protection individuelle (consigne d'utilisation, entraînement au port des EPI, ...) doit également être dispensée aux travailleurs. R4323-104, R 4323-105, R 4323-106 du code du travail.

Les intérimaires ou les salariés en contrat à durée déterminée doivent bénéficier d'une formation en matière de sécurité dans les mêmes conditions que les salariés en contrat indéterminé de l'entreprise.

Chaque entrepreneur demeure responsable des dispositions propres à son personnel (formation, visite médicale, informations, fourniture des équipements individuels et collectifs de sécurité) et à son matériel (appareil de levage, échafaudage, engins de chantier, véhicules de tout genre).

Chaque employeur a l'obligation de fournir à leur personnel les équipements de protections individuelles adaptés à leurs interventions.

Chaque salarié, et tout visiteur de droit comme autorisé, entrant sur le site, est tenu au respect du port des protections individuelles réglementaires.

Chaque entrepreneur est tenu de participer aux réunions de chantier pendant lesquelles la coordination de sécurité sera abordée, pour les risques spécifiques liés à l'opération, et de prendre en compte les observations qui peuvent lui être faites par le coordonnateur S.P.S.

Si nécessaire, il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès du maître d'ouvrage, à savoir la société ANTIN RESIDENCES ATLANTIQUE, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

3.1.4 Prix du marché

Il est prévu que le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire, ni révisable, ni actualisable.

Il s'agit donc d'un marché où le travail demandé à l'entrepreneur est complètement défini, et où les prix correspondants sont fixés en bloc et à l'avance.

L'insertion éventuelle de clauses de variation de prix ne fait pas perdre à ce type de marché son caractère forfaitaire.

L'entreprise ne pourra donc prétendre à une réévaluation de son marché, si certaines prestations demandées, non clairement indiquées au présent C.C.T.P., et encore moins au D.P.G.F. qui n'a aucune valeur contractuelle, sont incontestablement renseignées sur les plans du présent D.C.E.

Le bordereau quantitatif qui est joint au dossier d'appel d'offres servira simplement de guide à la remise de prix des entrepreneurs.

Ce bordereau quantitatif énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction et spécifie la quantité nécessaire de chacune d'elles.

Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global forfaitaire porté sur cette dernière.

Le sous détail de prix du cadre de décomposition global et forfaitaire n'est établi que pour faciliter l'analyse des offres, et n'a aucune valeur contractuelle.

L'entrepreneur est donc tenu de vérifier, voire de modifier si nécessaire ces quantités avant la remise de prix, et tout recours à posteriori contre la maîtrise d'œuvre étant exclu.

Les quantités sont établies par l'entreprise sous sa responsabilité.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre, avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages, et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité, en outre il doit contrôler toutes les indications du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins et du CCTP.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché.

Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.

Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré.

La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire, l'entrepreneur devra à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

3.1.5 Pièces à fournir par l'entrepreneur avec son offre

L'entrepreneur devra obligatoirement joindre à sa soumission le bordereau estimatif détaillé avec les prix unitaires de l'ensemble de ses ouvrages.

Ce dernier intégrera les quantités contrôlées et vérifiées par l'entreprise.

De plus, il devra fournir en annexe, en un exemplaire :

- Une documentation détaillée de tous les matériaux, matériels, appareillages, etc.... s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent CCTP ou s'ils sont particuliers,
- Une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières le cas échéant,
- Toute autre pièce que l'entrepreneur jugera utile à l'appui de son offre,
- Toutes remarques et erreurs sur les principes énoncés dans le présent CCTP et sur les plans transmis au présent dossier de consultation.

3.1.5.1 Avant et en cours de travaux

Dans les délais fixés par le présent article et qui sont comptés à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer les travaux, celui-ci doit remettre au Maître d'Œuvre pour approbation, dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires, les documents suivants :

- Plan et note de calcul le cas échéant, selon précision à l'article précédent,
- Une note indiquant le type, le nombre et les caractéristiques des outils utilisés sur le chantier,
- La planification des commandes si nécessaire, des ouvrages du lot GROS-OEUVRE mis en œuvre qui sera intégré dans le planning général de l'opération,

- Le tableau des caractéristiques techniques de tous les ouvrages nécessaires.

Avant le démarrage des travaux, et dès les installations de chantier mises en place, il sera demandé à l'entreprise titulaire du présent lot de tenir à disposition de l'équipe de maîtrise d'œuvre un dossier technique complet sur le chantier (AE-CCAP - CCTP - DPGF - Plans - ...)

3.1.5.2 En fin de travaux

Dans un délai de huit (8) jours avant la date fixée pour la réception, l'entrepreneur devra fournir le Dossier des Ouvrages Exécutés, en trois exemplaires comprenant :

- Une note décrivant les travaux, réalisés avec leurs caractéristiques techniques,
- Toutes les pièces écrites et tous les plans d'exécution, notes de calcul, etc..., mis conformes à l'exécution,
- Le plan de récolement général des ouvrages du lot GROS-OEUVRE mis en œuvre par l'entrepreneur du présent lot.

3.1.6 Coordination des travaux

Les entreprises prennent l'engagement d'assister à toutes les réunions de chantier, périodiques ou non, auxquelles elles seront convoquées, et qui se dérouleront dans l'enceinte de la résidence LE MARCHE sur le territoire de la commune de DAMMARIÉ-LES-LYS.

Leurs représentants seront agréés par le Maître d'Œuvre et devront respecter impérativement les horaires de convocation.

Ces représentants devront avoir le pouvoir d'engager leur entreprise sur des choix qui devraient être faits lors de ces réunions de chantier.

Toute absence ou retard du représentant de l'entreprise, entraîne sa responsabilité pleine et entière, de l'entreprise concernée y compris pour les défaillances ou erreurs d'exécution pouvant faire suite à cette absence.

En outre, il pourra être appliqué à l'entreprise incriminée suivant proposition du Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage, des pénalités. (Voir C.C.A.P.)

Les comptes rendus de chantier seront établis par le Maître d'Œuvre et adressés aux entreprises attributaires des travaux.

Les dispositions qui y sont mentionnées et en particulier, les décisions ou observations pour malfaçons et retards, deviendront contractuelles dans la semaine suivant le rendez-vous.

Les observations éventuelles de l'entreprise devront être faites par courrier au Maître d'Œuvre, ou sur le compte-rendu suivant.

En plus de la réunion de chantier, il pourra être organisé des réunions de coordination technique.

Le planning de l'opération, établi par la maîtrise d'œuvre devra être affiché sur le chantier.

L'entrepreneur titulaire du présent lot, tiendra à disposition du MOE, sur le chantier, l'ensemble des plans et pièces écrites de la présente opération.

La coordination de l'opération est assurée par l'équipe de Maîtrise d'œuvre, la société ACORUS INGENIERIE.

Au niveau de l'interférence entre corps d'états, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par les autres corps d'états, permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.

Aucun compte prorata n'est prévu au présent marché, et chacune des entreprises titulaires d'un lot, devra assurer ses propres installations de chantier.

3.2 Spécification et prescriptions générales

3.2.1 Relevé topographique du terrain

Sans objet

3.2.2 Sondage et études de sols

Sans objet

3.2.3 Contrôle et réception des matériaux et matériels sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériels, matériaux et fournitures sur le chantier avant leur mise en œuvre.

Pour les matériaux et matériels conformes aux normes ou relevant d'un avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se limitera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux et matériels, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des essais par un organisme de son choix, aux frais de l'entrepreneur.

Les contrôles de conformité, et, le cas échéant, les essais, se feront dans les conditions définies aux "Documents Contractuels" cités en tête du présent document.

Tous les matériaux et matériels défectueux ou non conformes seront immédiatement remplacés.

3.2.4 Interaction avec les autres lots

Sans Objet.

3.2.5 Stockage des matériaux

En cas de stockage de ses matériaux sur site, l'entreprise titulaire du présent lot devra se soumettre au Plan d'Installation de Chantier établi par le titulaire du compte inter-entreprise ou compte prorata au démarrage du chantier.

3.3 Prescription concernant la mise en œuvre

3.3.1 Documents techniques contractuels

Le présent CCTP a pour objet de décrire, et de définir les travaux du lot GROS-OEUVRE.

Sauf disposition particulière indiquée dans le présent descriptif, la conception, les calculs, la fabrication en usine, l'exécution sur chantier, la mise en œuvre et le réglage des ouvrages, la nature et la qualité des matériaux, la protection de l'ouvrage, la réception et les essais de tout ou partie des ouvrages seront, dans leur ensemble, conformes aux normes, règlements, prescriptions techniques et recommandations professionnelles en vigueur.

Pour tous les documents énoncés ci-après dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, il sera retenu la dernière édition publiée à la date des pièces écrites du marché de travaux.

L'entrepreneur sera tenu de signaler à la maîtrise d'œuvre toute contradiction entre les documents cités ci-dessous et le projet (plans, devis avant projets, etc...).

Tous les travaux seront conformes dans leur intégralité, aux DTU, normes, règles de calculs, avis techniques, législation, sécurité, protection de la santé et recommandations diverses.

Ces documents, que l'entreprise est censée connaître, ne sont pas joints au marché.

Les documents décrivant et justifiant le dimensionnement et la stabilité des ouvrages mis en œuvre (plans et notes de calcul) devront répondre à toutes les réglementations et recommandations en vigueur, en l'état de leur dernière publication.

Les documents faisant foi, sont ceux en vigueur à la date de réalisation des travaux.

Les ouvrages de voirie et réseaux divers, tant en ce qui concerne leur conception, leur réalisation, les caractéristiques des matériaux ainsi que leur mise en œuvre devront répondre, sauf dérogation stipulée au présent C.C.T.P., aux règlements, directives et normes spécifiques appropriés.

Il appliquera plus particulièrement les normes suivantes (liste non exhaustive) :

- NF EN 13877-1 Chaussée en béton – Partie 1 : matériaux.
- NF EN 206-1 Béton – Partie 1 : spécifications, performances, production et conformité et son annexe nationale.
- NF EN 12620 Granulats pour béton.
- XP P 18-545 Granulats, éléments de définition, conformité et codification.
- NF EN 197-1 Liants hydrauliques - Ciments courants - Composition, spécifications et critères de conformité.
- NF EN 1008 Eau pour béton.
- NF EN 934-2 Adjuvants pour béton.
- NF EN 13877-3 Chaussée en béton – Partie 3 : spécifications relatives aux goudrons.

- NF EN 14188-1 Produits de scellement de joint – Partie 1 : spécifications pour produits de scellement appliqués à chaud.
- NF EN 14188-2 Produits de scellement de joint – Partie 2 : spécifications pour produits de scellement appliqués à froid.
- NF EN 14188-3 Produits de scellement de joint – Partie 3 : spécifications pour joints préformés
- NF P 18-370 Adjuvants - Produits de cure pour bétons et mortiers - Définition, spécifications et marquage.
- NF EN 12390-1 Essai sur béton durci – Partie 1 : formes dimension et autres exigences relatives aux éprouvettes et aux moules.
- NF EN 12390-3 Essai sur béton durci – Partie 3 : résistance à la compression des éprouvettes.
- NF EN 12390-6 Essai sur béton durci – Partie 6 : résistance en traction par fendage des éprouvettes.
- FD P 98-171 Chaussée en béton de ciment. Étude de formulation d'un béton. Détermination de la composition granulaire conduisant à la compacité maximale du béton frais.
- NF P 98-730 Matériels de construction et d'entretien des routes. Centrale de fabrication des bétons.
- NF P 98-734 Matériels de construction et d'entretien des routes. Machines de répandage des mélanges granulaires, machines à coffrages glissant pour la mise en place du béton de ciment.
- NF P 98-254-4 Essai relatif aux chaussées. Mesure de propriété liée à la perméabilité des matériaux – Partie 4 : mesure de l'écoulement surfacique au perméamètre à charge constante dans un matériau drainant.
- NF EN 12350-2 Essai sur béton frais – Partie 2 : affaissement.
- NF EN 12350-7 Essai sur béton frais – Partie 7 : teneur en air, méthode de la compressibilité.
- NF EN 13877-2 Chaussée en béton – Partie 2 exigences fonctionnelles pour les chaussées en béton.
- NF EN 13863-1 Revêtement en béton – Partie 1 : méthode d'essai pour la détermination de l'épaisseur de la dalle par voie non destructive.
- NF EN 13036-1 Caractéristiques de la surface des routes et des aéroports. Méthode d'essai – Partie 1 : mesure de la profondeur de macro-texture d'un revêtement de la surface d'un revêtement à l'aide d'une technique volumétrique à la tâche.
- NF P 98-216-2 Essai relatif aux chaussées. Détermination de la macro-texture. Partie 2 : méthode de mesure sans contact.
- NF P 15-314 Liants hydrauliques - Ciment prompt naturel.
- NF P 15-315 Liants hydrauliques - Ciment alumineux fondu.
- NF P 15-317 Ciment pour travaux à la mer.
- XP P 15-319 Ciment pour travaux en eau en haute teneur en sulfate.
- ENV 10080 Aciers pour béton.
- NF P 98-170 Chaussée en béton de ciment - Exécution et contrôle.
- NF EN 1340/CN Bordures et caniveaux préfabriqués en béton.
- NF EN 1338 Pavés en béton – spécifications et méthodes d'essais.
- NF EN 1339 Dalles en béton – spécifications et méthodes d'essais.
- Fascicule 29 du CCTG « Exécution des revêtements de voiries et espaces publics en produits modulaires. »
- Fascicule 31 du CCTG « Bordures et caniveaux en pierre naturelle ou en béton et dispositifs de retenue en béton »
- Décret n°2006-1657 Mise en place d'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics établis par les communes
- Décret n°2006-1658 Prescriptions techniques d'aménagements
- Arrêté d'application du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 Ces documents, que l'entreprise est censée connaître, ne sont pas joints au marché.

Les documents décrivant et justifiant le dimensionnement et la stabilité des ouvrages mis en œuvre (plans et notes de calcul) devront répondre à toutes les réglementations et recommandations en vigueur, en l'état de leur dernière publication.

Les documents faisant foi, sont ceux en vigueur à la date de réalisation des travaux.

Il sera demandé à l'entreprise titulaire du présent lot de tenir à disposition de l'équipe de maîtrise d'œuvre un dossier technique complet sur le chantier (AE-CCAP - CCTP - DPGF - Plans - ...)

Les ouvrages de génie civil devront également répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables dont notamment les suivants sans que cette liste soit limitative :

Fondations :

- D.T.U.13.11 - Fondations superficielles.
- D.T.U. 13.2 - Fondations profondes pour le bâtiment (P11 212.1, NFP 11.212.2).

Maçonnerie Ouvrages BA :

- DTU 20 - Travaux de maçonnerie, béton armé, plâtrerie.
- DTU 20.1 - Ouvrages en maçonnerie de petits éléments, parois et murs (P10.202.1, P10.202.2, P10.202.3).
- NFP 18.503 Surfaces et parements de béton. Eléments d'identification.
- DTU 21 Exécution des travaux en béton (NFP 18.201).
- DTU 23.1 (NFP 18.210) - Béton divers : Parois et murs en béton banché (Février 1990).
- DTU 23.2 Béton caverneux à granulats lourds sans éléments fins.
- DTU 23.3 Béton caverneux à granulats lourds avec éléments fins.
- DTU 23.6 Béton caverneux de laitier expansé ou de pouzzolane avec ou sans éléments fins.

Les Règles de calculs suivantes sont applicables sans que cette liste soit limitative.

Fondations :

- D.T.U.13.12 - Règles pour le calcul des fondations superficielles.
- Règles professionnelles de dallage et DTU 13.30.
- NF EN 1538 (P94-320) - Exécution de travaux géotechniques spéciaux : parois moulées.
- Recommandations T A95 concernant les tirants d'ancrages.

Maçonnerie Ouvrages BA :

- Ouvrages et maçonneries de petits éléments parois et murs (P10 202.1, P10 202.2, P10.202.3).
- Parois et murs en maçonnerie.
- Parois et murs en béton banché NFP 18.210.
- Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions (dites règles NV65) + additif 84 avec modificatifs 2000.
- Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages en béton armé suivant la méthode des états limites (fascicule n° 62 ; titre 1er, section du cahier des clauses techniques générales (CCTG).
- Règles BPEL 91. Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages en béton précontraint suivant la méthode des états limites (fascicule n° 62, titre 1er, section II du cahier des clauses techniques générales (CCTG).
- Règles FB - Prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton.
- Règles FPM 88 - Prévision par le calcul du comportement au feu des structures mixtes acier- béton.

Autres documents :

- Avis Techniques de CSTB
- Certifications
- Fascicules du C.C.T.G. en particulier :
 - N° 2 – Terrassements Généraux,
 - N° 3 – Fourniture de granulats pour la construction des chaussées,
 - N° 24 – Fourniture de liants hydrocarbonés pour la construction des chaussées,
 - N° 25 – Exécution des corps de chaussée,
 - N° 31 – Bordures et caniveaux en pierre ou en béton,
 - N° 70 – Assainissement - Directives en vigueur pour la réalisation des assises de chaussées éditées par le SETRA et le LCPC.
- Règlement sanitaire départemental de Seine-et-Marne (77).

Les documents décrivant et justifiant le dimensionnement des ouvrages mis en œuvre (plans et notes de calcul) devront répondre à toutes les réglementations et recommandations en vigueur, en l'état de leur dernière publication.

Les documents faisant foi, sont ceux en vigueur à la date de réalisation des travaux.

Il sera demandé à l'entreprise titulaire du présent lot de tenir à disposition de l'équipe de maîtrise d'œuvre un dossier technique complet sur le chantier (AE-CCAP - CCTP - DPGF - Plans - ...)

Les ouvrages de plomberie devront également répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables dont notamment les suivants sans que cette liste soit limitative :

Normes et règlements

- Lors de la réalisation des travaux, l'Entrepreneur doit se conformer aux lois, règlements, normes et règles techniques en vigueur au moment de l'exécution des travaux, notamment ceux définis ci-après :
- Aux Cahiers des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics d'installations de Chauffage, Ventilation et Climatisation pour celles des clauses qui s'appliquent à l'installation et au marché considéré.

- A toutes les sujétions pour livrer une installation conforme aux valeurs limites imposées par les réglementations et la jurisprudence tant pour le site que pour les riverains.
- L'entreprise devra se reporter à la notice thermique pour respecter les paramètres pris en compte (principes, puissances électriques, classes de calorifuge etc...) pour respecter les coefficients réglementaires.

Réglementation thermique :

- RT 2012 et RT 2005 Rénovation

Décrets, arrêtés et circulaires :

- Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.111-3 .111-6, R 111-7 L111-9, L111-10, R.111-12 et R 111-23,
- Code du travail titre III du livre 2 Hygiène et sécurité, notamment des articles R 232- 1 à R 233-47,
- Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1321-4, R 1321-1, R. 1321-2 et R. 1321-49,
- Arrêté NOR : SANP0524385A du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public + Annexes,
- Circulaire DGS/SD7A/DSC/DGUHC/DGE/DPPR/126 du 03 avril 2007 précisant l'application de l'article 36 de l'arrêté du 23 juin 1978 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2005 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et l'alimentation en eau chaude sanitaire (risque de légionellose) des bâtiments d'habitation, des locaux de travail ou des locaux recevant du public + Annexe technique,
- Arrêtés du 20 juin 1975, le décret du 10 avril 1974 modifié par l'arrêté du 24 mars 1982 et 5 avril 1988 – Construction et habitation « équipements caractéristiques thermiques et aération »,
- Circulaire du 03 mars 1982 visant les Instructions Techniques N° 246 à 249,
- Arrêté préfectoral du 22 mai 1980, modifié le 10 novembre 1980, approuvant le règlement sanitaire départemental (R.S.D.T.),
- Décret n° 78.499 du 30 mars 1978, concernant la régulation des installations de chauffage,
- Décret n° 79-907 du 22 octobre 1979, art. 1er, modifiant l'article R.131.20 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif à la limitation de la température de chauffage,
- Décret n° 87-149 du 6 mars 1987 fixant les conditions minimales de confort et d'habitabilité auxquelles doivent répondre les locaux mis en location,
- Décret du 14 novembre 1989 concernant la protection des travailleurs qui mettent en œuvre les courants électriques DTU 65,
- Fascicule 2015 marchés publics « MARCHES DE TRAVAUX » (bâtiment) :
- « Installation de génie climatique publication 1991 »,
- Décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'Urbanisme et le Code de la Construction et de l'Habitation (ajout de l'article R 111-4-1 concernant l'isolement acoustique des logements contre les bruits des transports terrestres),
- Arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transport terrestre et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitations,
- Décret du 5 mai 1988 relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage,
- Les Normes NFS 61-931 à NFS 61-940 relatives aux systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.),
- Les Normes NFS 61-950 à NFS 61-952 relatives aux matériels de détection incendie,
- Le décret N° 2000-1153 du 29 novembre 2000 relatif aux caractéristiques thermiques des constructions, modifiant le code de la construction de l'habitat, et pris pour l'application de la loi N° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,

3.4 Prescription concernant les produits et matériaux

3.4.1 Produits de marque

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque.

Les marques et modèles indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

3.4.2 Echantillons et éléments modèles

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

L'acceptation par le maître d'œuvre des échantillons pourra également se faire par une mention explicite sur un compte rendu de réunion de chantier ou par un courrier du maître d'œuvre (VISA).

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la possibilité de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de modèle.

En fonction de l'avancement des travaux, cet élément pourra être, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adapté.

Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

3.4.3 Marquage C.E.

3.4.3.1 Directives européennes

Elles s'imposent aux états membres quant à leurs objectifs.

Elles sont applicables aux travaux du présent marché pour toutes celles qui ont été transposées.

3.4.3.2 Règlement Produit de Construction (RPC)

Il s'applique à un produit de construction s'il a été ou s'il est mis à disposition, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale et si le produit est couvert par une norme européenne harmonisée, publiée par la Commission Européenne au journal officiel de l'U.E., ou si une évaluation technique européenne a été délivrée pour le produit à la demande du fabricant pour ce produit.

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées.

Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- Les normes harmonisées
- Les documents d'évaluation européens

L'entrepreneur devra s'assurer que ses produits mis en œuvre soumis au RPC et/ou autres directives "nouvelle approche" bénéficient bien d'un marquage CE.

3.4.3.3 Marquage CE

Il indique que le produit est conforme aux normes nationales applicables qui transposent les normes harmonisées, à un agrément technique européen ou à l'une des spécifications techniques nationales indiquées à l'article 4-3 de la directive et que le système d'attestation de conformité établi par la décision de la Commission concernant le produit a été appliqué.

Le marquage CE n'est pas un signe de qualité, mais un signe de conformité, destiné principalement aux autorités de surveillance du marché.

Sa vocation est de figurer sur tous les produits qui satisfont à des critères obligatoires.

Pour les produits de construction, le marquage CE indique que le fabricant assume la responsabilité de la conformité du produit avec les performances déclarées dans la déclaration de performances lors de la mise sur le marché dudit produit de construction.

Le marquage CE est donc apposé sous la responsabilité du fabricant, du distributeur ou de l'importateur, et si un produit est soumis à plusieurs législations qui prévoient le marquage CE, l'apposition du marquage CE vaut conformité à toutes ces législations.

Pour chaque famille de produits, et en fonction de l'usage prévu, la Commission Européenne définit, avec publication au J.O. de l'U.E., le système d'évaluation et de vérification de la constance des performances que doit respecter le fabricant pour apposer le marquage CE sur son produit.

Le marquage CE réglementaire est généralement obligatoire pour la mise sur le marché d'un produit.

Il a pour but de faciliter la libre circulation des produits dans l'espace économique européen, car il traduit la conformité d'un produit avec les exigences fondamentales des règlements et directives européens dont le règlement produit de construction (RPC).

Le RPC (règlement UE n° 305/2011) est entré en vigueur le 01/07/2013 et impose que tout produit de construction conforme à une norme harmonisée ou à une évaluation technique européenne ait une déclaration des performances et soit marqué CE avant de pouvoir être mis sur le marché.

3.4.3.4 Remarques :

Le marquage CE ne remplace pas les marques de qualité, l'objet du marquage CE est de répondre aux exigences réglementaires et d'assurer la libre circulation des produits en cause dans l'Espace économique européen.

Guides d'agréments techniques européens :

- Ils sont établis par l'EOTA et confirment l'aptitude à l'usage de produits de construction,
- Agréments techniques européens (ATE),
- Ils sont établis par l'EOTA et sont généralement délivrés après la rédaction d'un « Guide d'agrément européen » d'un produit de construction, en principe pour les produits non normalisés (comme les Avis techniques en France),
- Euro-agréments,
- Ils sont établis par l'UEAtc, procédure qui constitue un prolongement des agréments nationaux existants (ils ne doivent pas être confondus avec les Agréments techniques européens).

Attention au marquage CHINA EXPORT qui se rapproche sensiblement avec les lettres identiques mais plus rapprochées et qui n'est pas conforme :



3.4.3.5 Attestation de conformité

Les produits qui font l'objet d'une attestation de conformité sont présumés conformes aux spécifications techniques au sens de l'article 4 de la directive.

Cette conformité est établie au moyen d'essais ou d'autres vérifications sur la base des spécifications techniques, conformément à l'annexe III de la directive.

3.4.4 Produits et procédés innovants

Dès qu'ils sortent du contexte des techniques traditionnelles, les constructeurs devront établir avec leurs partenaires (fournisseurs, ...) et leurs assureurs un niveau de confiance suffisant, tenant compte des caractéristiques de risques spécifiques des techniques et produits employés vis à vis des ouvrages réalisés.

Ainsi, les produits et procédés sous Avis Technique inscrits en liste "verte" par la commission prévention produits (C2P) de l'agence qualité construction (AQC) bénéficient généralement de la part des assureurs des mêmes conditions d'assurance que celles appliquées aux domaines traditionnels, tels que ceux par exemple couverts par une norme ou un DTU.

3.4.4.1 Appréciation technique d'expérimentation (ATEx)

Créée à l'initiative du CSTB avec les contrôleurs techniques, l'ATEx est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

3.4.4.2 Evaluation technique européenne (ETE)

L'E.T.E. a été mise en place par le Règlement Produit Construction et remplace progressivement les Agréments Techniques Européens (ATE).

L'E.T.E. est délivré par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant, sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont.

Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour rédiger l'E.T.E., sinon il doit en premier lieu établir ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

3.4.4.3 Le pass'Innovation

Le Pass Innovation est une procédure récente d'évaluation technique des innovations initiée au CSTB pour répondre au besoin de rapidité ressenti dans l'intégration en France des solutions techniques méritant un développement urgent, notamment celles contribuant aux orientations données par le Grenelle de l'Environnement.

Cette procédure d'évaluation s'adresse principalement aux techniques bénéficiant déjà d'un retour d'expérience réussi ou d'une évaluation étrangère favorable d'aptitude à l'emploi.

3.4.4.4 L'évaluation technique préalable de matériau (ETPM)

Il arrive aussi que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs groupes spécialisés.

3.4.5 Certification et classement de produits

L'entrepreneur vérifiera que les matériaux qui lui sont livrés répondent aux prescriptions techniques visées par les DTU ainsi qu'aux exigences particulières de la construction à laquelle ils sont destinés.

Cette vérification se fera :

- Par examen des bons de livraison du fournisseur,
- Par analyse des procès-verbaux d'essais,
- Par des opérations de contrôle au lieu de réception des fournitures.

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un « Avis Technique » du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet « Avis Technique » et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- La constance de fabrication d'un produit et de ses performances,
- La certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation donnée,
- Une réduction de ses contrôles de réception,
- Une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.

3.4.5.1 Matériaux et produits hors normes d'application des DTU/CCTG

Pour les matériaux ou procédés non traditionnels ou innovants qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des Avis Techniques et ou Agréments Européens ;

Ou à défaut, aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure ATEX pourra être imposée par le maître d'ouvrage aux frais de l'entrepreneur.

3.4.6 Prescriptions environnementales

Les prescriptions environnementales concernent notamment les marchés se voulant responsables au regard de l'environnement et/ou du social.

Des clauses d'obligation de moyens comme l'utilisation de produits éco-certifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques, peuvent être insérées dans le marché.

Les prescriptions environnementales peuvent aussi prendre la forme de clauses d'exclusion comme l'interdiction de recours à certains matériaux ou produits susceptibles de poser des problèmes à l'environnement.

3.4.7 Certification économie d'énergie C.E.E.

Sans objet pour le présent lot

3.5 Contraintes environnementales à prendre en considération

Caractéristiques du site du chantier de réfection des canalisations d'EU et EV dans les vides sanitaires jusqu'aux regards extérieurs de la résidence LE MARCHE sur le territoire de la commune de DAMMARIE-LES-LYS y compris nettoyages et comblement des cavités dans les vides sanitaires de cette même résidence.

Données nécessaires aux notes de calculs techniques :

- **Neige** : NV65 révisé février 2009 - Zone A1
- **Vent** : NV65 révisé février 2009 - Zone 2 - site normal bâtiment fermé
- **Séisme** : Zone de sismicité - MAI 2011 - Zone 1 (sismicité très faible)
- **Altitude** : L'altitude moyenne de DAMMARIE-LES-LYS est de 67 m environ.

4 REDACTION DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES

4.1 Note particulière

4.1.1 Assistance du fabricant

Pour la réalisation de ses ouvrages, l'Entrepreneur devra s'entourer des conseils et du suivi d'un technicien du Fabricant du produit.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de convoquer ce technicien autant de fois que nécessaire.

4.1.2 Spécifications sur les produits

L'Entrepreneur devra impérativement choisir des produits compatibles entre eux.

Il devra strictement respecter les indications du fournisseur pour la mise en œuvre et plus particulièrement pour ce qui concerne.

- Les rendements,
- Les applications sur les supports,
- Les temps de mise en œuvre entre éléments,
- Les contraintes climatiques (vent, gel, soleil, humidité etc...),
- La région de référence,
- Les classements au feu des matériaux employés et exigences suivant la réglementation.

Il est précisé que l'ensemble du système proviendra du même fabricant.

4.1.3 Réception des supports

L'Entreprise s'assurera que l'état du chantier est conforme et lui permet ainsi de mettre ses travaux à exécution.

S'il n'en est pas ainsi, il en avise par écrit la Maîtrise d'Ouvrage au plus tard avant la date définie de démarrage des travaux.

4.1.4 Essais et contrôles

Après exécution des travaux d'étanchéité, de toutes natures, l'entrepreneur procédera, à ses frais, à des épreuves d'étanchéité par la mise en eau.

La fourniture de l'eau est à la charge du présent lot, ainsi que son évacuation par tous procédés.

Les descentes E.P. seront bouchées à l'aide de dispositifs appropriés ou neutralisées par des batardeaux en plâtre. Une charge d'eau sera établie à 5 cm au-dessus des points hauts des surfaces courantes, dans la mesure du possible, et sera maintenue pendant 48 heures. Au-delà de ce délai, l'Entrepreneur fera constater au Maître d'Ouvrage l'absence d'infiltration. Les

résultats de ces essais seront consignés dans un des procès-verbaux de rendez-vous de chantier qui ont une valeur contractuelle et annexés au procès-verbal de réception des ouvrages établi sans réserve.

4.1.5 Garanties

L'Entrepreneur est censé connaître les systèmes de soutien béton ou acier à employer et ne peut arguer d'erreurs ou d'omissions, pour ne pas exécuter comme étant compris dans son offre, tous les ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement et conservation des travaux envisagés.

La tenue de ses ouvrages annexes bénéficiera de la garantie à compter du jour de la réception des travaux.

Cette garantie comprend la remise en état des produits de Gros-Ouvre et ses protections, avec les mêmes produits qui ont servi à l'établissement primitif.

Cette garantie couvre les risques liés au feu et s'étend aux dommages causés par lui à l'exclusion de biens.

Si le procédé mis en œuvre est accepté par le Maître d'Ouvrage et n'est pas couvert par la police d'assurances de l'Entrepreneur, celui-ci contractera à ses frais, au bénéfice du Maître d'Ouvrage, une assurance particulière couvrant, en garantie, le procédé mis en œuvre. L'Entrepreneur supportera toute surprime imposée de ce fait à la Police Dommage souscrite par le Maître de l'Ouvrage.

La garantie s'étendra, outre le revêtement le Gros-Œuvre réalisé proprement dit, aux travaux et accessoires compris dans le marché. Il est précisé que cette garantie dont sont exclues les dégradations résultant de détériorations causées par des tiers, oblige l'Entrepreneur à supporter, non seulement les frais de réfection des ouvrages exécutés par lui, mais encore les frais de remise en état des plafonds, peintures et autres qui seraient détériorés de son fait, ainsi que des indemnités éventuelles.

4.2 Note relative aux travaux de Gros-Œuvre

4.2.1 Protections diverses des existants

L'Entrepreneur devra assurer les protections suivantes découlant de l'enchaînement des travaux.

- Protection des abords, (plantations, arbres, gazons etc...),
- Protection des entrées au sous-sol,
- Protection des coffrets EDF-GDF, postes de détente,
- Protection de toutes les conduites d'évacuation,
- Protection des gouttières et descentes,
- Protection de l'éclairage extérieur,
- Protection des clôtures ou grillages,
- Etc...

4.2.2 Visite avant et après les travaux

Un état des lieux sera établi AVANT et APRES les travaux dans les locaux et terrasses du parking sous-sol en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage et de l'Entrepreneur.

4.2.3 Mise en œuvre des matériaux

L'Entrepreneur apportera un soin particulier à la mise en œuvre, à la fixation, aux pontages et aux recouvrements des matériaux suivant DTU et notices techniques du fabricant.

5 LOT GROS-ŒUVRE - DESCRIPTIF DES TRAVAUX

5.1 Installation de chantier et travaux préparatoires

5.1.1 Amené et repli du matériel

L'entreprise du présent lot devra prévoir l'ensemble des installations nécessaires à la réalisation de ces travaux et à l'approvisionnement des matériaux.

Ces installations de chantier seront conformes aux prescriptions du PGCSPPS, aménagées, éclairées et chauffées avec :

- Un bureau de chantier,
- Un réfectoire,
- Des vestiaires

- Des sanitaires (WC et douches),
- Le montage et le démontage de la base vie,
- Les transports aller-retour de la base vie,
- L'aménagement des accès aux installations de chantier principales et secondaires à partir de la voirie existante,

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur soumettra au Coordonnateur sécurité et au Maître d'œuvre, un plan des installations de chantier sur lequel figurera la localisation de la base vie, des zones de stockage, des accès et voies de chantier.

Le titulaire du présent lot a également à sa charge :

- Le branchement au réseau d'électricité des installations de la base vie,
- Le branchement au réseau d'eau des installations de la base vie,
- Les frais de consommation (électricité et eau),
- Le nettoyage et entretien de la base vie.

L'entrepreneur devra veiller au respect et à la maintenance de la signalisation existante aux abords de son chantier.

LOCALISATION

Sur le site de la résidence LE MARCHE

5.1.2 Signalisation de chantier, sécurisation des accès

Le titulaire du présent lot sera chargé de l'organisation matérielle et collective du chantier devra assurer la signalisation du chantier.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires et prendront toutes mesures utiles pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence du chantier.

Dans le cas de travaux sur l'emprise du domaine public, ils disposeront toutes barrières, passerelles, et autres dispositifs convenablement signalés.

En cas de carence des entrepreneurs ou en cas de danger, le maître d'ouvrage pourra prendre toutes mesures utiles aux frais des entrepreneurs et sans mise en demeure préalable, et sans que cette stipulation dégage de quoi que ce soit la responsabilité des entrepreneurs en cas d'accident.

Il est précisé que le chantier devra être obligatoirement fermé chaque soir et tous les jours chômés.

Les dispositions ci avant seront éventuellement complétées par les directives du coordonnateur SPS.

L'entreprise effectuera l'ensemble des affichages réglementaires notamment :

- La fourniture et la pose d'un panneau de chantier suivant modèle du M.O.A. y compris système d'ancrage au sol.
- La fourniture et la pose d'une signalisation de chantier prévenant des sorties de camions sur la voie publique,

Le titulaire du présent lot a également à sa charge :

- La mise en place de clôtures de chantier pour la protection des riverains et locataires ainsi que pour la fermeture des accès au chantier en dehors des heures travaillées, y compris pendant les interruptions du chantier.

Elles seront constituées de grillage plastifié, rigide, d'une hauteur minimale de 1.00 m, posés sur les sols avec des éléments de stabilité adaptés.

D'une manière générale, ces clôtures seront placées en limite de l'emprise générale du chantier, c'est-à-dire y compris la voie de circulation réservée au chantier accessible à tous les autres lots.

Pendant les travaux ces clôtures seront susceptibles d'être déplacées.

Elles seront interrompues chaque fois qu'un passage de piétons s'avérera nécessaire pour sauvegarder les accès aux logements et dans ce cas un portail provisoire pourra être disposé. L'entretien, son remplacement éventuel en cas de dégradation et l'enlèvement en fin de chantier sont à la charge du titulaire du présent lot pendant toute la durée des travaux.

LOCALISATION

Sur le site de la résidence LE MARCHE

5.1.3 Local et aire de stockage et de dépôt de matériaux

Le titulaire du présent lot a également à sa charge :

- Un container de stockage du matériel d'au moins 9 m³,
- Les installations et aménagements de l'aire de stockage et de dépôt de matériaux,
- L'amenée, la mise en place, la maintenance, le démontage et le repli de ces éléments.

LOCALISATION

Sur le site de la résidence LE MARCHÉ

5.1.4 Etudes techniques

L'entreprise titulaire du présent lot effectuera toutes les études techniques nécessaires à la bonne exécution de ses travaux pour permettre le soutient des nez de dalles lors de la venue éventuelles de poids-lourds de type pompiers à savoir :

5.1.4.1 Dans le cas de portiques béton

- L'analyse géotechniques des fondations et des sols des deux extrémités de voiles béton de chaque côté des garages N°01 et N°20,
- L'étude de structure béton permettant de sécuriser les extrémités de dalles constitutives du plafond du parking,
- L'ensemble des plans d'exécution nécessaires à la parfaite réalisation de ses ouvrages et au suivi postérieur pour l'entretien ou les travaux de modifications éventuelles.

LOCALISATION

Pour les travaux devant les garages N°01 et N°20 de la résidence LE MARCHÉ

5.1.4.2 Dans le cas de portiques métalliques

- L'étude de reprise par des portiques fixés en bas des mur grâce à des corbeaux à dimensionner,
- L'étude de structure béton et métallique permettant de sécuriser les extrémités de dalles constitutives du plafond du parking,
- L'ensemble des plans d'exécution nécessaires à la parfaite réalisation de ses ouvrages et au suivi postérieur pour l'entretien ou les travaux de modifications éventuelles.

LOCALISATION

Pour les travaux devant les garages N°01 et N°20 de la résidence LE MARCHÉ

5.1.4.3 Dans le cas de consoles métalliques

- L'étude de reprise en moilage des demi-linteaux notamment pour la mise en place du profilé intérieur,
- L'étude de structure béton et métallique permettant de sécuriser les extrémités de dalles constitutives du plafond du parking,
- L'ensemble des plans d'exécution nécessaires à la parfaite réalisation de ses ouvrages et au suivi postérieur pour l'entretien ou les travaux de modifications éventuelles.

LOCALISATION

Pour les travaux devant les garages N°01 et N°20 de la résidence LE MARCHÉ

5.1.5 Constat d'huissier

L'entreprise fera les constats d'huissiers, avant les travaux portant notamment sur :

- Les deux garages dans le parking où s'effectueront les travaux et les alentours,
- Les constats sont à remettre en deux exemplaires au maître d'œuvre.

LOCALISATION

Pour l'ensemble des travaux en dessous des deux dalles support de la résidence LE MARCHÉ

5.2 Consolidation des nez de dalle au niveau des entrées de garage

Il est demandé aux entreprises qui répondent de proposer la solution béton ou/et les solutions métalliques. Dans le cas où l'entreprise répond aux solutions métalliques, nous demandons sous peine de rejet de l'offre, la réponse aux deux propositions : portiques et consoles pour pouvoir faire le choix sur site en fonction des ceintures béton présentes entête de voiles.

5.2.1 Mise en œuvre de deux portiques en béton supports des extrémités de dalle

Une première solution consiste en l'ajout de deux portiques en béton devant les garages, bien fondés en sous œuvre et non solidaire des linteaux actuels permettront de réaliser le soutien voulu. Les portiques doivent être réalisés en béton sans

rétreint devant les tableaux et les linteaux des portes de garage avec, lors du coulage, un resserrement du coffrage vers le haut pour obtenir un bon appui sous les dalles. Ils permettront de suivre l'évolution des dalles si elles continuent de basculer.

Attention pour que les portiques en béton soient efficaces dans le soulagement des extrémités de dalles, il faut que les appuis de ces portiques soient les fondations existantes des poteaux d'extrémités des murs mitoyens si elles sont assez larges, ou alors il faut reconstituer des fondations à ces portiques et descendre au même niveau que les fondations des poteaux d'extrémité des murs mitoyens des garages sur une surface suffisante pour un appui correct sur le sol.

L'entreprise titulaire du présent lot procédera alors :

- A la mise en œuvre des 4 massifs béton nécessaire à la réalisation des portiques,
- Au positionnement des 4 poteaux soutiens des futurs linteaux des garages,
- Au coulage des 2 linteaux arqués en sous-œuvre support des extrémités des dalles de plafond des parkings en s'assurant de la jonction entre les linteaux et les deux dalles par un béton sans rétreint et une compression des coffrages après coulage,
- A la dépose des coffrages et le nettoyage du site,
- A l'évacuation des excédents dans une décharge au libre choix de l'entrepreneur.

LOCALISATION

Pour les travaux devant les garages N°01 et N°20 de la résidence LE MARCHE

5.2.2 Mise en œuvre de deux portiques en acier supports des extrémités de dalle

Une seconde solution consiste en l'ajout de deux portiques en acier fixés en pieds sur les voiles et non solidaire des linteaux actuels permettront de réaliser le soutien voulu. Ils permettront aussi de suivre l'évolution des dalles si elles continuent de basculer.

L'entreprise titulaire du présent lot procédera alors :

- A la mise en œuvre des 4 corbeaux fixés sur les voiles nécessaire à la réalisation des portiques,
- Au positionnement des 4 poteaux soutien des futurs linteaux des garages,
- A la réalisation des 2 linteaux arqués en sous-œuvre support des extrémités des dalles de plafond des parkings en s'assurant de la jonction entre les linteaux additionnels et les deux dalles par calage.
- Au nettoyage du site,
- A l'évacuation des excédents dans une décharge au libre choix de l'entrepreneur.

LOCALISATION

Pour les travaux devant les garages N°01 et N°20 de la résidence LE MARCHE

5.2.3 Mise en œuvre de quatre consoles en acier supports des extrémités de dalle

Ou alors solidaires des linteaux, la troisième solution consiste à ajouter de 4 consoles métalliques en moisages depuis les garages adjacents qui feront l'office de maintien de l'extrémité des dalles. Dans cette solution ces consoles suivront les mouvements des dalles si celles-ci continuent de basculer.

L'entreprise titulaire du présent lot procédera donc :

- A la dépose des 6 portes de garages N°01, 02, 19, 20, 21 et 40,
- A l'ouverture des hauts des voiles côté intérieur des garages pour le passage des profilés intérieurs du moisage,
- A la mise en place des 8 profilés de moisage de part et d'autre des demis-linteaux des garages N°01 et N°20,
- A la repose des portes des six garages,
- Au nettoyage du site,
- A l'évacuation des excédents dans une décharge au libre choix de l'entrepreneur.

LOCALISATION

Pour les travaux devant les garages N°01 et N°20 de la résidence LE MARCHE

5.2.4 Protection contre le feu des ouvrages


Les portiques ou les consoles doivent avoir une tenue au feu d'au moins 3 heures aussi devront-ils être protégés par un matériau résistant au feu comme par exemple un flocage adapté ou une peinture intumescente suffisamment épaisse.




L'entreprise titulaire du présent lot procédera donc :

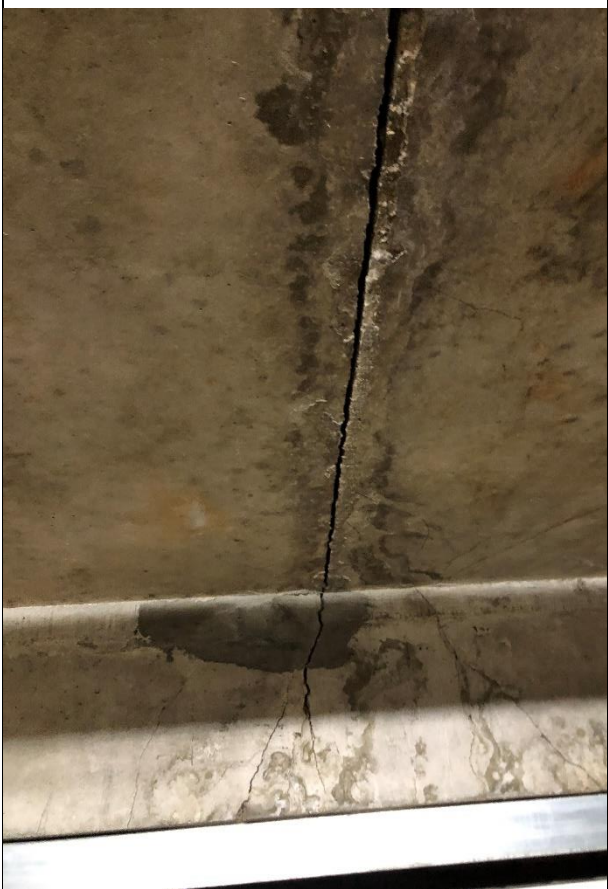

- A la mise en œuvre d'un flocage ou d'une peinture intumescente CF 3h sur les portiques ou les consoles conformément aux règles de l'art,

LOCALISATION

Pour les travaux devant les garages N°01 et N°20 de la résidence LE MARCHE

Vues des deux garages N°01 et N°20	Remarques
	<p>Garage N°01.</p>
	<p>Garage N°20</p>

Vues côté garage N°01	Remarques
	<p>Une fissure apparaît au milieu du linteau au droit du joint de dilatation des deux dalles support des immeubles.</p> <p>Le linteau du garage est soutenu par des étais ce qui ne semble pas utile car les deux dalles ont tiré le linteau vers le haut pour le faire fissurer plus largement en haut qu'en bas. Ils ne font qu'à priori au mieux rien, au pire accentuer l'ouverture de la fissure</p>
	<p>Nous constatons bien que la fissure s'écarte en montant. Elle est très fine en bas du linteau du garage N°01 puis elle s'élargie en montant vers la dalle pour atteindre près de 7 mm</p> <p>Nous observons que le linteau du garage n'a pas eu de joint de dilatation en son milieu en continuité de celui des deux dalles au-dessus ce qui aurait été plus difficile à concevoir sous la forme de deux porte-à-faux renforcés de chaque côté.</p>
Vues côté garage N°20	Remarques
	<p>Le garage N°20 est ouvert ce qui nous a permis de voir l'intérieur</p>

	<p>L'écartement du joint de dilatation des deux dalles se transforme de nouveau en fissure sur le linteau du garage N°20.</p> <p>Nous constatons de la même manière que la fissure s'écarte en montant. Elle est très fine en bas du linteau du garage N°20 puis elle s'élargie en montant vers la dalle pour atteindre près de 7 mm</p>
	<p>Le linteau a aussi été écartelé plus particulièrement en partie haute et presque pas en bas comme le précédent linteau en face</p>

